



**DEBUT D'UNE
LUTTE,
PROLONGÉE**



Sans papiers

Partisan

LES QUESTIONS D'UNE LUTTE

QUELLE EST L'ORIGINE DE CE MOUVEMENT DE GREVE ? Ce mouvement n'est pas tombé du ciel le 15 avril ? Il est la suite d'un long travail militant, fait en particulier par l'UL, CGT de Massy (91). On se souvient des premières

grèves de travailleurs sans-papiers à Meudon, à JOSP, à Buffalo Grill(1), etc. Plus largement, ce mouvement de grève est le dernier épisode d'une lutte démarrée en 1996, avec les sans-papiers de Saint-Denis, continuée par tous les collectifs, et délogée par RFSF autour des enfants scolarisés.

Pendant toutes ces années, en tant que militants VP, nous avions un axe : souligner le caractère de classe de cette lutte, rappeler sans cesse que les sans-papiers sont avant tout des travailleurs, montrer que c'est une

partie de la classe ouvrière qui réclame ses droits. Paradoxalement aujourd'hui, alors qu'en se mettant en grève les sans-papiers agissent en travailleurs, nous sommes amenés à rappeler qu'il ne faut pas oublier les demandeurs d'emploi, les malades, les familles, bref que le mot-d'ordre n'est pas «régularisation par le travail», mais bien «des papiers pour tous».

LA RÉGULARISATION PAR LE TRAVAIL, C'EST LE MOU-VOIRME CENTRAL DE LA CBT AGRICOLE.

MENT ? En quelque sorte, oui. Les circulaires Horeloux de décembre et de janvier sont vues comme une ouverture, en particulier celle de janvier qui parle de régularisation, à la discrétion du Préfet, pour des migrants localement sous tension. Mais celle de décembre n'est pas contradictoire non plus. Elle est une «ouverture» des bas salaires et des boulots pénibles aux travailleurs de l'Est européen, et une «ouverture» des métiers très qualifiés (àvec plus 5 et autres) à aux non-européens ! En réalité, ces circulaires, comme toute circulaire ministérielle, présentent l'application de la loi. C'est cette loi elle-même, la loi dite Horeloux(2), qu'il faut dénoncer dans cette lutte, au lieu de voir une ouverture. Et dans le fait que le dernier d'une longue série : José Pasqua, Chevènement, etc. Toutes ces lois restreignent les droits des travailleurs, organisent leur précarité pour le plus grand bien des patrons, s'appuient à la liberté de circulation des travailleurs et de leurs familles, et servent les besoins de l'économie nationale... capitalistes.

«ILS SONT UTILES À L'ÉCONOMIE DU PAYS : C'EST UN DES ARGUMENTS QU'ON UT DANS DES TRACTS...»

Argument extrêmement ambigü, c'est évident. Si c'est pour dire : «En tant que travailleurs, nous avons des droits», autant le dire comme ça. Nous faisons, nous payons des impôts, et nous n'avons le

droit à rien, même pas, le plus souvent, aux remboursements de la Sécurité. Mais parler d'économie nationale... C'est l'économie du Capital ! Et ceux qui ne sont pas «utiles à l'économie du pays...» ? Notre mot d'ordre, c'est la régularisation de tous les sans-papiers.

D'ailleurs, en creusant un peu le débat avec des camarades CGT en soutiens - et ils ne sont pas si nombreux -, l'argument «ils bossent toi» exclut ceux qui ne bossent pas ici. L'épargne est prise en exemple : régularisation massive, tout bénéficie pour les caisses de l'Etat, pour les classes sociales, pour le taux de croissance, etc.; puis, remettre stricte des frontières. Bref, rejet de la revendication de libre circulation pour les travailleurs.

IL Y A D'AUTRES POINTS DE DÉBAT ?

Bien sûr, beaucoup. Et la situation est complexe. La discussion honore, comme toujours, entre une ligne réformiste (le bien de l'économie nationale, au fond l'immigration choisie (3)) et une ligne révolutionnaire (le bien des travailleurs, en opposition avec celui du capitalisme et son Etat). Exemples de débats :

- Faut-il déposer des dossiers en Préfecture, dans quelles conditions ? Le collectif 93, par exemple, n'en a déposé plus, jugeant que ça ne servait à rien, qu'à honorer de l'objectif de 25 000 expulsions par an, c'était plus dommage qu'autre chose.
- Faut-il faire alliance avec les patrons ou faut-il les considérer comme un ennemi secondaire, l'ennemi principal étant l'Etat ?
- Faut-il dégriser le mouvement au maximum, aller vers une grève générale des travailleurs sans-papiers à l'exemple des travailleurs des USA en 2006 ? Ou agir partiellement, par «vagues», selon la situation des différents boîtes, ne pas oublier que beaucoup de soutiens vont bientôt partir en vacances (si, si, c'est un argument) !
- Faut-il appeler à la grève les boîtes entières, sans-papiers et avec-papiers, comme on lutte pour l'ambulance de collègues précaires ? Et faut-il faire de cette lutte un mouvement d'importance nationale, avec des tracts partout, des collectes partout, des mandats et Journées centrales, etc ?

Il est clair que les travailleurs ne se heurtent pas qu'à l'Etat, leur problème le plus immédiat, c'est le réformisme, voire le chauvinisme, des dirigeants syndicaux. En dehors de la CGT, seuls SUD et la CNT soutiennent. En en ce qui concerne la politique des dirigeants CGT, lisez le blog des militants CGT de VP-Parisian !

EN CONCLUSION ? Ce qui nous frappe, c'est la volonté de lutte et la détermination

des travailleurs sans-papiers. A la hauteur de l'exploitation et de la précarité qu'ils vivent au quotidien. Quel contraste avec la «prudence» et le sens des responsabilités des directions confédérations ! La direction CGT parlait, pour calmer les troupes, d'une possible deuxième vague après celle de la mi-avril. Mais la deuxième vague, ce n'est pas elle qui l'a déclenchée ! Du coup, on est dans un nouveau cas par cas : boîte par boîte, sans dégrèvement vraiment national.


Les travailleurs luttent pour toute la classe, car ils luttent contre les bas salaires, contre la précarité, et même pour les conditions déplorables et de sécurité : pour quoi ? Tout spécialement des sans-papiers du BJP dans la démolition ? Parce qu'on y est exposé au plomb des Vieilles peintures et à l'amiante des cloisons et des calorifères...

Ce que nous souhaitons, c'est qu'au-delà des travailleurs qui ont compris qu'on ne peut pas vivre sans lutter, il y ait un certain nombre d'entre eux, et c'est déjà le cas, qui mesurent l'importance de la lutte entre les deux voies dans le mouvement ouvrier. Et pour que la lutte révolutionnaire devienne dominante, il faut que nous nous organisions en parti.

(1) Voir nos précédents numéros
(2) Voir les numéros 215 et 216 de notre journal.
(3) Une politique qui n'est pas nouvelle, comme nous l'avons montré dans notre série d'articles (dont le dernier se trouve plus bas) sur la politique française de l'immigration. Cette politique a pris différents noms et n'est aussi bien par la droite que par la gauche sociale-démocrate.

A COMMANDER

À NOTRE BOÎTE POSTALE



Partisan

CONTRÔLER LES IDÉES FAUCES SUR L'IMMIGRATION

Une brochure **1.5** euro

La politique française de l'immigration (B)

Ce troisième article termine une série, fort documentée, commencée dans nos numéros 218 et 219 (sur demande à notre BJP). Ces articles nous montraient que la bourgeoisie française, grosse dévoreuse d'hommes et de femmes pour faire tourner ses industries, ses mines et ses guerres, avaient toujours eu besoin, au cours du XXe siècle, de chair fraîche. Elle ira chercher sa main d'œuvre ou elle favorisera sa venue clandestine, fera mine à certain moment de réguler cette dernière ou même réprimera sa venue mais dans un but non avoué, hypocrite : satisfaire ses besoins et faire baisser le prix de la main-d'œuvre. Mui humanisme, nul partage dans cette économie politique, un seul souci : la choisir pour accumuler ses profits. Le comité de rédaction

Oans les années 1950, la concurrence internationale des capitalistes entraîne une surenchère productiviste : la production de consommation (automobiles, équipements ménagers) augmente considérablement ce qui oblige les patrons à modifier et moderniser les processus de production : ils ont besoin encore plus de main d'œuvre non qualifiée. L'immigration devient structurelle :

«Le recours à l'immigration doit être considéré non pas comme un palliatif qui permettrait de résoudre quelques crises passagères, mais comme un rapport ontinuu, indispensable à l'accroissement des besoins de l'Etat Plane» (Rapport de la commission employé du III Plan 1953).

LA FLEXIBILITÉ DEJA DANS LES ANNEES 60-70. La modernisation de l'industrie va modifier la composition interne de la classe ouvrière. Les ouvriers spécialisés sont plus nombreux que les ouvriers professionnels : mais en fait, ils font souvent les mêmes tâches. Car les nouveaux emplois (on ne parle plus de «sédentaires») dans l'industrie sont déqualifiés. Les machines modernes «gèrent intégrée la qualification ouvrière» n'ont besoin que de bras. La décomposition du travail complexe de l'ouvrier qualifié en gestes mis en séquence par la machine, rend inopérant et irré- comparable le savoir-faire et l'expérience de l'ouvrier. Il devient remplaçable et n'a pas besoin de formation si ce n'est apprendre à s'adapter à la machine. Le travailleur n'a plus qu'à suivre le rythme donné par la machine ce qui économise des échanges verbaux de régulation avec les équipes. Donc il n'a pas à connaître la langue française pour être inséré à court terme dans la production. Simplicité, mobilité, «fluidité des stocks» de travailleurs deviennent des termes à la mode chez les patrons. Et les immigrés remplissent ces conditions chorale (développement du travail posté : en 1974, 64% des ouvriers postés sont immigrés), la mobilité et le non promotion qui caractérisent les nouveaux processus de production. L'utilisation de cette main d'œuvre mobile permet au patron de les placer là où les français risquent de créer des «griffes» (selon Michel Massenet au ministère du

PÉNURIE DE MAIN D'ŒUVRE ET «IMMIGRATION CLAMORIEUSE».

Les Français coloniaux (Algérie, Indonésie, etc.) qui étaient venus mener vont dénoncer beaucoup de main d'œuvre potentielle.

De 1960 à 1966 les demandes augmentent tellement que l'ONI ne peut plus y faire face. l'Etat va intervenir en variant les avantages de «l'immigration clandestine» via son ministre des affaires sociales, M. Jeanneney qui déclare :1966 «l'immigration clandestine elle-même n'est pas inutile car si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements et accords internationaux, nous manquerais peut-être de main d'œuvre (A noter qu'avant l'Etat parlait «l'immigration spontanée» et qu'à partir de la crise on qualifie l'immigration de «sauvage»). Le but est d'encontreger le patronat à utiliser la procédure de «régularisation» et de se passer des services de l'ONI. Les entreprises ont des représentants dans les ex-colonies. Or elles encouragent la création de filières d'émigration constituées par les travailleurs étrangers eux-mêmes. Sally V'Donog dans son livre «Les travailleurs africains en France» raconte en détail les procédés de corruption, de marginales, de tarifs exorbitants pratiqués par les responsables stérégialis

Des lycéens se politisent

La politique française de l'immigration (3)

Suite de la page précédente

et français des ports d'embarquement et de débarquement. Tout le bénéfice est pour le patron qui économise le prix du voyage et n'a pas à fournir un logement.

Dans le même temps, l'état français négocie des accords de main d'œuvre au Maroc, Tunisie, Portugal en 1963; En Yougoslavie, Turquie en 1965, et pose des antennes ONI dans ces pays. En fait il n'y avait pas «d'immigration clandestine»: La plupart des travailleurs immigrés entres sans contrats (enlouse aux règles des ordonnances de 1945) traversaient légalement la frontière avec un passeport. Et l'embauche d'un travailleur entré avec ou sans passeport était «légalisable» en payant une «redevance» à l'ONI, c'est à dire une amende, avant l'embauche définitive. L'employeur par cette démarche rendait la procédure «régulière» (donc le terme «régularisateur»). Ces amendes servaient à financer l'ONI. Autrement dit, l'organisme chargé de mettre en application le principe du monopole de l'Etat pour le recrutement d'étrangers des travailleurs immigrés avait de dérogations, de manquements aux principes du monopole!

Les travailleurs immigrés arrivés dans ces années-là n'ont jamais enfilés les loils. Ce sont les patrons qui employaient dans des ateliers ces travailleurs en leur demandant de travailler avant que la procédure de régularisation soit faite. En allongeant le temps entre l'embauche et le départ de la demande de régularisation, il économisait les charges sociales. Certains patrons pour augmenter leurs bénéfices n'hésitaient pas à faire traîner la procédure jusqu'à un an, puis à se débarrasser du travailleur pour en prendre un autre et ainsi de suite. Ces patrons devenaient des «fourmis» de travailleurs immigrés régularisés à des entrepises d'une région. Ce qui a déclenché des conflits. Par exemple à Larcnis à Grenoble où des Portugais non régularisés ont demandé à l'Etat.

En période de crise l'Etat fait mine de réguler l'immigration mais comme le patronat ne peut s'en passer, la plupart des décrets ou lois ne sont pas appliqués. Ces lois, comme la propagande anti-immigrés, ne servent qu'à désigner le travailleur immigré comme un concurrent aux yeux du travailleur français, donc un problème à «éviter». Comme la source de tous les maux!

La création aujourd'hui d'un ministère de «l'immigration et de l'identité nationales», le mot d'ordre «d'immigration choisie» et la volonté de mettre des quotas par profession voire région, toutes ces mesures ne sont que la continuité de la politique de la bourgeoisie en matière d'immigration: à disposer de main-d'œuvre corvéable à traîner ses travailleurs comme des chiens et détourner la colère de la population contre eux.

Cette politique il nous faut la dénoncer constamment et soutenir toutes les luttes qui s'y opposent.

Alors exagrons: l'égalité de tous les droits; la régularisation de tous les papépères; la fermeture des camps de rétention et la libre circulation. Seule cette orientation politique favorise l'unité de tous les exploités contre leurs exploités capitalistes.

Alexandra

Enquête

Isa (D), Marjolé (M) et Florian (F), âgés de 17 ans, s'opposent aux suppressions de poste dans l'éducation nationale. Ils expriment leur volonté de participer aux luttes, de s'organiser entre eux sans se couper des adultes progressistes; ils se sentent menacés par l'évolution de la société actuelle et pensent à une autre société; s'ils réfléchissent particulièrement la confusion actuelle (communisme, socialisme, idées socialistes et humanisme); on remarque ils sont sans illusion à l'égard des propositions du PS.

EST-CE LA PREMIERE FOIS QUE VOUS MANIFESTEZ ? L. : Oui. M. : En public oui; mais on parle beaucoup entre nous; on essaye de faire réagir les gens, que ça bouge, donc on manifeste un petit peu.

QU'EST-CE QUI VOUS A INCITÉ PARTICULIÈREMENT A VOUS MOBILISER ? L. : Nos opinions parce que si personnellement je ne veux pas de faire changer les choses, ça ne changera jamais; on ne veut pas qu'il y ait de la privatisation dans l'éducation. F. : Oui, nos opinions politiques; l'idée que ça nous concerne, nous, nos petits frères, nos enfants.

EST-CE QUE VOTRE MILIEU FAMILIAL VOUS ENCOURAGE ? M. : Mes parents sont engagés; F et L. : Oui, ça aide. L. : Bien qu'on ne soit pas toujours d'accord avec eux. On est ouvert à la discussion; M et L. : Nos parents sont à gauche ou à l'extrême gauche, mais nous pas de parti; F. : Moi, c'est pareil. Mes parents ont des idées socialistes, mais veulent toujours Lagallier ou Besancenot.

COMMENT ÇA SE PASSE AU LYCÉE ? Y A-T-IL DES GROUPES QUI SE FORMENT ? M. : Nous avons des profs assez ouverts avec qui on peut discuter. Et entre nous on débat pas mal. Il y en a plein qui ne sont pas d'accord, on discute beaucoup politiquement; L. : Beaucoup sont soit vraiment impliqués dans leurs idées politiques soit ils n'y connaissent rien, ne sont pas impliqués et se fichent de la politique; F. : On a pu voir hier pour la manif que certains ont pris la peine de venir manifester; d'autres rien avait complètement rien à faire et ont mesuré leur force. Ceux qui avaient déjà manifesté à S. (une cinquantaine), on les a retrouvés à D. ; Mais des gens vraiment impliqués dans la politique, il n'y en a pas tant que ça; F. : On n'est pas forcément informés; J'ai appris la grève seulement mardi.

QU'EST-CE QUI VOUS AMÈNE A CONTESTER ? M. : Les ans, l'ennui, la révolte; L. : Mais l'an passé, il y avait une fille dans ma classe extrêmement raciste, d'extrême droite qui tenait des propos que je ne pouvais pas supporter. On s'est rencontré avec d'autres, on avait les mêmes idées, on est un petit groupe; F. : Depuis l'année dernière, on rencontre pas mal de gens qui ont les mêmes idées.

EST-CE QUE VOUS ETIEZ SAISISSAIS DES MORS D'ORDRE DE LA MANIFESTATION, DE LA PARTICIPATION DES SYNDICATS ? F. : C'était bien. Les syndicats ont pris la parole pour parler de leurs revendications; L. : Il n'y a pas eu énormément de personnes à D. Pourtant c'est un sujet qui touche vraiment tout le monde, la privatisation du



Des lycéens parisiens le 17 avril dernier

service public, autant les salariés que les étudiants.

LE POUVOIR ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE S'EST ENROBÉMENT CONCENTRÉ ET ON N'EST PLUS DANS UNE PÉRIODE DE RECONSTRUCTION COMME L'APRÈS GUERRE OU IL Y AVAIT MOINS DE CHÔMAGE. L. : On est en train de tomber dans le piège du capitalisme. Pour pouvoir se reconstruire, les capitalistes font une guerre; F. Sans parler forcément d'une guerre, on va vers une crise économique (pétrole, nourriture); L. : Il pourrait même y avoir une guerre nucléaire.

L'ÉCOLE CHARGÉE DE LA PROPAGANDE MILITAIRE

Ce n'est pas franchement nouveau, néanmoins la propagande reprend à l'école avec un nouveau souffle. Un protocole est entre le ministère de la Défense et celui de l'Éducation Nationale (1) prévoit d'insérer un «enseignement de défense» dès la rentrée 2008. Au lycée, les questions de «défense» devront figurer parmi les thèmes nationaux des TPE (2) des élèves de l'ex et de l'ermite. Au collège et au seconde, elles seront insérées dans le programme d'Éducation Civique, mais une formation sera proposée à tous les professeurs stagiaires. Pour les élèves, une formation de futurs officiers de réserve sera organisée sur plusieurs années, pendant les vacances. Les rencontres entre les communistes scolaires et les militaires seront favorisées, notamment autour du sport.

Il s'agira, en gros, de favoriser les vocations offertes de réserve sera organisée chacun que l'armée française n'est chargée que d'interventions humanitaires dans le monde et de prendre naturelle et tout le monde la présence de troupes françaises un peu partout à l'étranger.

Alors retour de la mort à l'école va donc s'ajouter le renouveau patriotique. Il faut comprendre qu'avec la fin du service militaire obligatoire, c'est presque la moitié des jeunes qui n'ont plus droit à un an de bourrage de crâne idéologique, chauvin, macho et pro-militaire... Il faut bien tenter de compenser ce manque dès le plus jeune âge. D'autant plus que les conflits

QUELLE ALTERNATIVE ? LE COMMUNISME ? L. : Le communisme n'a jamais été appliqué dans aucun pays. Je ne pense pas que le communisme soit applicable de nos jours; quand je parle du communisme, c'est le communisme actuel, les bases du socialisme d'avant, parce que les socialistes de maintenant, c'est l'âme de la droite; F. : C'est la droite; L. : Ce qu'il faudrait, c'est beaucoup moins d'inégalités dans les salaires, pas de pauvres, beaucoup moins de propriété privée. C'est un problème; les bourgeois et les petits bourgeois qui veulent

devenir riches; F. : Le prolétariat n'est pas utile; actuellement c'est impossible d'arriver au pouvoir. N'y a-t-il pas toujours des prolétaires à gauche comme droite, des gens qui voudront plus de pouvoir ?

Mobilisés contre les projets du gouvernement sur l'éducation, ces lycéens abordent naturellement beaucoup d'autres problèmes de société: décision est prise de se revoir sur un thème plus précis.

Militants V P

SI J'AVAIS SU JY SERRAIS ALLÉ

Le 19 avril 2003, des chanteurs des intermittents du spectacle, des retraités, chef des travailleurs se sont invités au siège de la CPDT pour demander pour quelles raisons et au nom de quoi «des accords» les concernant avaient été signés.

Deux ans plus tard, sans autre motif que la «violation de domicile», deux des manifestants (Michel Roger de la Compagnie Jolie Môme et Ludovic Bheur animateur du webmédia associatif et coopératif Insouffrant) sont mis en examen à la demande de la Direction nationale de la CPDT.

MAS QUI DÉPASSE LA LIGNE JAUNE ?

Des travailleurs qui en arrivent à occuper un local syndical ? Ou un syndicat qui porte plainte contre des travailleurs en justice ?

La compagne Jolie Môme, de nombreux soutiens et amis ont décidés de dénoncer cet incroyable procès. La date du procès est annoncée ! Le 23 juin à 9h au Tribunal correctionnel de Paris, N° Cité.

Mais avant ça tous les soutiens sont invités à réserver leur journée du dimanche 15 juin pour un «Cabaret de-chanteurs» au théâtre de l'Épave de Bois à la Cartouchette.

MARINA PETRELLA REFUSONS L'EXTRADITION

Le Premier ministre vient de signer le décret d'extradition de Marina Petrella. Marina dont l'état de santé s'est fortement dégradé tant sur le plan psychologique que physique était hospitalisée depuis plusieurs semaines. Elle a été ramené dans sa prison pour que l'arrêté lui soit notifié. Après le mépris de la parole donnée et un certain acharnement judiciaire avant tout justifié par l'obscure sécurité et les gages à Sylvio Berlusconi, elle doit faire face à ce qu'il convient d'appeler de la maltraitance.

On ne se laisse pas impressionner

Nous reprenons le même tract réalisé par un étudiant, un postier et un enseignant à l'occasion de procès contre des lycéens arrêtés en manifestation.

Les pressions et les sanctions au boulot ont à l'école sur ceux qui font grève, c'est pas nouveau. Particulièrement sur ceux qui organisent des manifestations, ça date pas d'hier, mais ces dernières années, ça empire. L'Etat ne se contente plus d'enrayer les manifs par des CRS, il envoie de plus en plus la police pour casser des pickets de grève, empêcher des blocages, boussuler ou arrêter des manifestants. Les gardes à vue se multiplient et sont plus dures, avec poursuites au pénal. Beaucoup de lycéens et d'étudiants ont été poursuivis en 2006 lors des luttes contre le CPE, ça continue cette année pour ceux qui militent contre les lois Préreussé et Darlois.

Et malgré une interpellation légale, les patrons font faire le boulot des grévistes par d'autres pour casser les grèves. Par exemple La Poste organise des centres de tri parallèles (CTED) pour assurer le courrier de certaines entreprises «sensibles», (pas des particuliers !), la RATP dispose de réserves de conducteurs pour contourner les grèves locales.

Et la précarisation générale des travailleurs, permet de vivre plus facilement les gênes : pas de renouvellement de contrat de celui qui conteste ou se syndique. Encore moins si c'est un étranger sans titre de séjour.

LES VIOLENCES DERAPAGES OU SYSTEME ?

Lorsqu'on prend un coup, on y voit du bord la vengeance d'un chef qui s'échame, d'un flic qui se déchaine. Mais en creusant, on comprend que la répression, c'est tout un système pour casser ceux qui se révoltent.

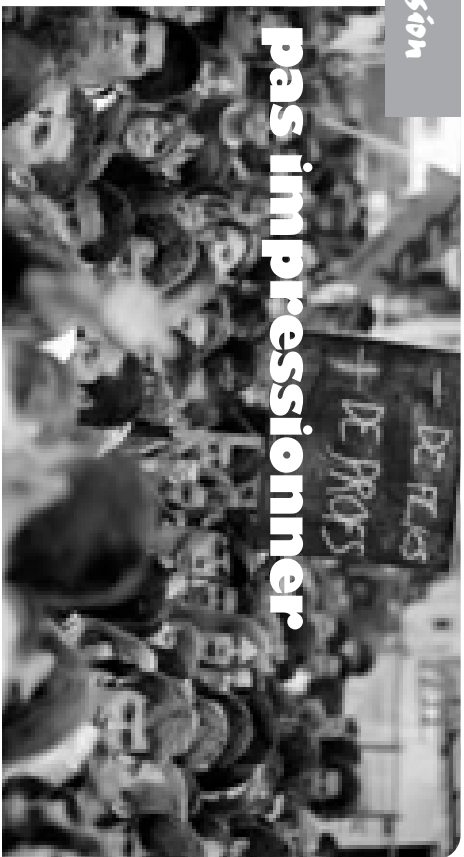
En 2008, à peu près toute la planète vit dans le système capitaliste : une organisation de la société où la majorité des humains travaille dur, produit sans rien décider et est exploitée par une minorité qui accumule le capital et décide de presque tout. Dans cette société organisée en classes sociales il y a deux camps : ceux qui en profitent et ceux qui subissent.

Maintenir en place ce système inégalitaire, ça nécessite de l'organisation et de la «peur de persuasion». Il y a deux méthodes : la plus efficace, c'est encore de persuader la majorité de subir sans broncher. Cela commence avec l'apprentissage à la soumission, des l'enfance par l'école, les médias, les églises, toute l'organisation sociale. Et ça va jusqu'aux petits brucs pour adouber le silence, diviser pour mieux régner etc. Et puis il y a la peur. Très efficace. Peur de perdre le peu qu'on a, sa place, son travail, son logement et d'être à la rue.

Mais dès que la révolte gronde, et que le peuple dépasse sa peur... L'Etat recourt toujours à la répression !

L'ETAT N'EST PAS NEUTRE

L'Etat n'est pas, comme on veut nous le faire croire, une organisation «neutre» qui agit dans l'intérêt de tous. L'Etat est un outil qui sert à maintenir la domination des riches sur les exploités. C'est sa fonction la plus importante, qui prend le dessus lors des conflits. Police, justice, armée,



pas impressionner

école... tous les secteurs de l'Etat servent à casser les contestations. Avec le plus souvent l'aide des chefs religieux et, hélas, de certaines directions syndicales.

Les moyens sont nombreux :

- Précariser les prolétaires, les jeunes. Casser tous les statuts qui protègent les salariés (CDE, statuts des fonctionnaires, droits au chômage...), baisser les salaires et flexibiliser la main d'œuvre.
- Nous encadrer, nous réprimer : plan Vigipirate, vidéo-surveillance, bonneterie, ADN, fichiers informatiques centralisés de l'école maternelle...
- Banaliser les rafles, transformer tous ses agents en indus pour la police : les agents des préfectures, des services sociaux, les contrôleurs dans les transports en commun...

• Indiger des traitements violents lors des arrestations : privation abusive et de plus en plus longue de liberté, Avec diverses humiliations comme confiscations d'effets personnels, insultes, vexations... et fouilles intimes qui sont en réalité des viols d'Etat banalisés. Hommes comme femmes, majeurs ou mineurs, sont violés dans leur intimité, par des policiers/CS du même sexe ce qui ne change pas grand chose à l'agression. Retention et garde à vue traumatisent adultes et adolescents. Même les enfants sont maintenus des semaines en centres de rétentions, au mépris de toutes les conventions des droits humains.

Cette répression fait partie du maintien et du renforcement de la société capitaliste. Elle vise à criminaliser les étrangers ou les militants, et nous dissuader de les défendre avec le «délit de solidarité». Selon les besoins, elle est organisée comme en France par les Etats nationaux, ou directement par des grands groupes industriels et financiers qui développent partout dans le monde des armées privées de mercenaires.

LUTTER COLLECTIVEMENT

Beaucoup de gens voient les injustices, comprennent que c'est le système qui nous mine dans le mm... mais sans savoir pour quel modèle de société se bat-

tre. Depuis la deuxième moitié du XXe siècle et la désillusion des tentatives de sociétés socialistes menées à l'Est, on n'ose plus espérer changer le monde. Pourtant la seule issue est politique : nous avons besoin de prendre le pouvoir des mains des capitalistes, de détruire leur Etat et de construire une société sans exploitation, sans division sociale du travail, sans le fossé entre travailleurs manuel et intellectuels. Ce combat est d'actualité, et nous devons le mener en tirant les leçons des expériences à travers le monde, de leurs succès et de leurs échecs.

Les manifs comme les actions de grève sont des lieux de lutte de classe, nous devons y développer des réflexes collectifs de classe.

Apprenons à connaître la loi pour ne pas la subir, à anticiper et réagir face à la

Forces et faiblesses de la classe bourgeoise

Si la classe bourgeoise française est à l'offensive, c'est que sa marge de manœuvre est de plus en plus réduite. Elle est réduite comme celle de tous ses concurrents impérialistes. Pendant les trente années qui ont suivi la Deuxième guerre mondiale, le développement de la production et des profits pouvaient aller de pair avec une expansion des marchés et une certaine amélioration des conditions de vie des travailleurs. Ce temps est révolu à jamais. Les capitalistes ne peuvent plus lutter contre la baisse de leurs taux de profit qu'en prenant des parts à leurs concurrents, qu'en augmentant l'exploitation de façon des plus violentes. Nous sommes entrés dans un

époque de guerre économique exacerbée : guerre économique des impérialistes entre eux, guerre économique de tous les impérialistes contre tous les travailleurs. En effet, cette guerre contraind la bourgeoisie à renouer en cause tous les acquis sociaux, à baisser le coût de leur force de travail (droit à la santé, niveau de revenu, retraite) ; à accroître la précarité, à réduire les prestations-chômage. Cette guerre la contraind à engager restructurations sur restructurations.

Au plan international, on constate une instabilité croissante et des guerres d'agressions de police impitoyable. Au sein de chaque pays, les exigences de cette guerre économique font voler en éclat les conditions de la «paix sociale » et brisent les anciennes alliances de classe que la

LUTTER POUR FAIRE RESPECTER NOS DROITS

Les gouvernements sont les alliés du patronat, leur répression est de plus en plus forte, systématique et décomplexée. Leur objectif : nous exploiter plus, casser la contestation dans l'Etat, isoler et castrer les plus révoltés.

Droit de se syndiquer, de s'insérer et de débaucher, droit de manifester, de faire grève... tout cela n'est pas éternel. Nos prédécesseurs se sont battus, ont dû instaurer un rapport de force pour légaliser ces droits. Mais faute de maintenir ce rapport, ces droits sont perdus à petit régime. Les gouvernements y travaillent et ne s'en rendent pas : prévient de 5 jours dans le public avant de se mettre en grève ; référendum majoritaire nécessaire au-delà de huit jours ; prétexte du «servicé minimum»...

- Droit de grève et droit de manifestation pour tous, sans restriction
- Liberté de réunion sans restriction
- Liberté de circulation, d'installation et de travail pour tous, des papiers pour tous
- Libération des tous les prisonniers politiques
- Abolition des lois liberticides (de gauche ou de droite, comme la Loi sur la Sécurité Quotidienne et la Loi sur la Sécurité Interne)
- Abrogation du délit de solidarité



Une brochure
Parisian
2 euros

Actualité du combat des femmes en 2008



Il est utile de confronter le présent et le passé : la réalité de l'emploi des femmes aujourd'hui, en particulier les difficultés qu'elles rencontrent, à la lumière de ce qui a été fait dans le département 93 : «Rencontre de quartier à La Courneuve» en témoigne.

Mais surtout, l'accès au travail des femmes est issu d'un long combat du XIXe siècle à nos jours, comme le montrent les déjeunés de la législation protectrice du travail des Femmes (extrait de l'Histoire du travail des femmes de F. Badagha).

RENCONTRE DE QUARTIER À LA COURNEUVE (93)
L'association Africa, à l'initiative de la directrice du 29 février 08, présente un état des lieux des difficultés d'emploi en Seine-Saint-Denis.

Sur le territoire de Plaine Commune, 128.500 personnes travaillent, dont la moitié dans les services, l'emploi indirect a reculé ; le nombre de chômeuses est en augmentation, dont 49% de femmes, davantage en réalité car nombre de femmes et jeunes filles sans emploi ne sont pas inscrites. On recense 15.000 Ramistes,

ce qui a des conséquences lourdes sur le plan humain et social. Concernant les femmes, c'est la précarité massive, et

comme ailleurs, pour 85% des temps partiels, ce n'est pas un choix ; avec ces emplois, des horaires irréguliers au quotidien ; pointe morte, fin du travail à 22 heures, sans compter le trajet retour. Beaucoup de femmes sont obligées d'écoper. Mais dans la dernière période, elles ont bougé pour l'emploi et les salaires, en particulier les assistées des grandes surfaces, Aldi et Carrefour.

Pour beaucoup de femmes du 93, issues de l'immigration, les difficultés de langue sont un frein de plus à la recherche d'emploi ; sur Saint-Denis et la Courneuve, on dénombre plus de 90 nationalités. Enfin, un obstacle concret : dans les calendriers d'un travail payé au smic, le calcul du budget est serré, souvent il est plus économique de garder ses enfants que de travailler, surtout qu'il y a un déficit de modes de garde.

Pour la Plaine Saint-Denis, Marguerite Jaquin du PCF présente le projet de Maison de l'emploi : il s'agit de contacter les villes pour trouver des solutions ; un travail est mené en direction des entreprises Orangeira, Eurocoper, Alstom : «clarifier l'entreprise» pour le territoire débouche sur un partenariat pour des emplois destinés aux habitants de Plaine Commune. Certaines PME créent de l'emploi, et les entreprises en «zone frontalière» ont intérêt à recruter leurs salariés dans les quartiers pour bénéficier d'exonérations fiscales. A la Courneuve, il y aura un siège de la Maison pour l'emploi qui facilitera les contacts entre les demandeurs d'emplois et les entreprises.

Les femmes y trouveront aussi des services pratiques comme l'accès à internet et un lieu d'écoute et d'information sur les lois, des contacts avec des juristes.

La difficulté pour beaucoup de femmes du département, c'est qu'elles recherchent des emplois peu qualifiés. Il faut renforcer les emplois dans les entreprises d'insertion ; plusieurs projets sont en cours, un atelier de couture, un atelier de brasseurs, une utilisation des savoir-faire artisanaux acquis au pays, pour la fabrication d'objets en métal... Et la Maison pour l'emploi

aidera à créer son propre emploi.

Une intervenante exprime ses doutes à propos des engagements pris par les entreprises : plusieurs grandes entreprises délocalisent des tâches comme le traitement de leur courrier pour payer moins, certaines proposent un travail de plus en plus précaire, parfois quelques heures seulement ; il arrive qu'elles touchent des aides de l'Etat, mais quel contrepartie est-ce sur l'emploi des fonds sur l'application de la loi dégalité en matière d'embauche ? On sait que les entreprises ont eu 7 ans pour l'appliquer, mais pas de sanction !

Pour le PCF, Marguerite Jaquin exprime la réponse suivante : «*Je ne suis pas contre les entreprises qui font du profit, mais la question est de savoir à quoi elles utilisent et comment on les contrôle.*»

Un camarade de Parisian souligne des problèmes de fond, auxquels les plans d'aménagement local n'apportent pas de réponse.

Ainsi, la politique actuelle est régressive sur le plan de l'emploi. En particulier avec la réponse privilégiée des heures supplémentaires et le recul du droit du travail qui sera démantelé avec la mise en place de la «désécurité». On va voir se développer partout dans le département des ateliers de travail de nuit et du week-end ; comment les femmes, dans ces conditions, peuvent-elles espérer un meilleur avenir pour l'emploi ? La question est d'ampleur nationale, au moins, et exige que l'on mène un combat politique. Il est également choquant de ne pas défendre ici la régularisation des femmes sans papiers, si nombreuses dans le 93 ! Elles participent à notre combat pour les droits des femmes à part entière ! Il faut aussi redéfinir auprès de certains maîtres qui font un biocege sur le travail de leurs femmes ou de leurs filles, qu'un travail ce n'est pas qu'un salaire, c'est un accès à la vie sociale, un droit à part entière.

Pour sa part, Mimouna Africa lance un défi : à quand une journée de grève pour l'égalité d'accès aux emplois, et l'égalité de salaires pour les femmes ?

Mimouna Africa VP

(* Plaine Commune * : groupement de communes dont fait partie La Courneuve)

Hier Le travail de la femme et la loi

La première loi réglementant le travail, votée en 1841, concerne exclusivement les enfants, et elle fixe l'âge minimal auquel ils peuvent être employés dans l'industrie, interdit le travail de nuit et réglemente la durée du travail au-dessous de certains seuils d'âge. Elle est suivie en 1848 d'une éphémère limitation de la durée du travail de tous les travailleurs. La loi de 1874 élargit les limitations du travail des enfants et, pour la première fois, les femmes sont concernées : les travaux souterrains leur sont interdits, ainsi que le travail de nuit au-dessous de 21 ans. La perspective d'une législation particulière du travail des femmes se confirme dans la loi de 1892. Huit ans plus tard, avec la loi du 30 mars 1900, apparaît une timide réglementation de la durée du travail des femmes et des hommes travaillant dans les mines et carrières. Il faudra attendre 1919 pour qu'une loi réduise la durée du travail pour l'ensemble des travailleuses.

FEMME ET FAMILLE. L'importance de la loi de 1892, une des premières de ce qu'on appellera l'Etat-providence, a été négligée par l'historiographie du travail et de la protection sociale. Pourtant, près d'un demi-siècle de débats récurrents sur la spécificité du travail des femmes a contribué à l'émergence de catégories d'apprentissage et de formation qui perdurent jusqu'au retour récent du travail de nuit des femmes.

Au cours du XIXe siècle, la réglementation du travail rencontre une forte opposition de la part des libéraux partisans de la liberté du travail et hostiles à toute intervention étatique. En revanche, les arguments de la préservation de la famille ouvrière, de la lutte contre la dénatalité et la mortalité infantile, permettent de rallier les législateurs de tous bords. Des ouvriers tels que celui de Jules Simon en 1861 associant le travail en usine des femmes et la désintégration de la famille ouvrière, continuent d'exercer toute leur influence. En 1891, son ouvrage «l'Ouvrière» en est à sa neuvième édition.

Comme maints réformateurs, Jules Simon ne s'oppose pas au travail des femmes, mais il dénonce les effets dévastateurs du travail à l'extérieur de la maison sur la morale familiale. «*Le mal est moral, et le remède, la transformation de la*

famille, écrit-il dans la préface de son livre. Des les années 1870, des économistes comme Paul Leroy-Beaulieu abandonnent la théorie du laissez-faire lorsqu'il est question du travail des femmes, en arguant de l'immortalité engendrée par le travail des femmes en usine et du rôle des mères dans l'amélioration de la future force de travail. L'argument selon lequel les femmes ne sont pas des agents libres car elles sont privées de leurs droits civiques par le mariage, joue également en faveur de leur protection par l'Etat. En se déplaçant des hommes aux femmes, le débat étudie la confrontation de classe sur les conditions de travail. Un consensus peut alors s'établir sur l'importance pour la nation de protéger la main-d'œuvre dans un contexte où la dépopulation est érigée en problème national. Les thèmes de la mère éducatrice et de la stabilité de la famille ouvrière, garantie par la présence de la femme au foyer, sont partagés par les militants ouvriers et les catholiques sociaux.

LA DIVISION HOMME-FEMME. Les conditions d'application de cette loi ont contribué à renforcer la ségrégation du travail entre hommes et femmes. Elle établit en effet des barrières à l'accès des femmes à des secteurs masculins mieux rémunérés, alors que les dérogations dont bénéficient les industries recourant au travail féminin bon marché accélèrent leur féminisation. D'ailleurs, les syndicats s'appuieront sur cette loi pour limiter l'embauche des femmes dans des secteurs masculins. En outre, l'exclusion des ateliers familiaux du champ de la loi se traduit par la multiplication de la sous-traitance à domicile et la surexploitation des femmes.

Si l'application de la loi a concerné au total peu d'ouvrières, elle a contribué à légitimer une conception des femmes définie par leur fonction protectrice et leur assignation domestique. La main-d'œuvre féminine – à laquelle on ne cessera de faire appel – est ainsi apparue comme une main d'œuvre spécifique nécessitant un traitement particulier, dérogeant aux règles universelles définies au masculin.

(lire et sous-titres sont de Parisian)

À COMMANDER

À NOTRE BOITE POSTALE

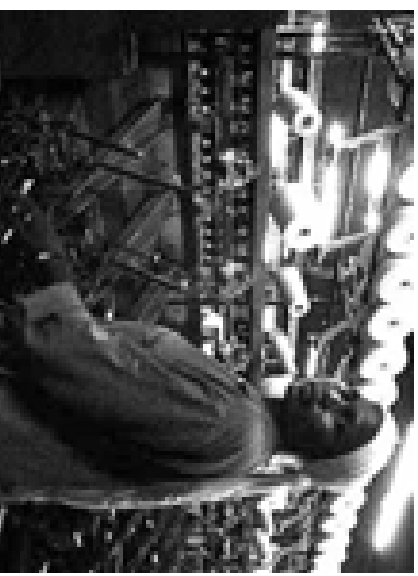
commander sans rien

+ La brochure pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la boîte pour la transformation

1 €

Une brochure **Parisian** 1.5 €

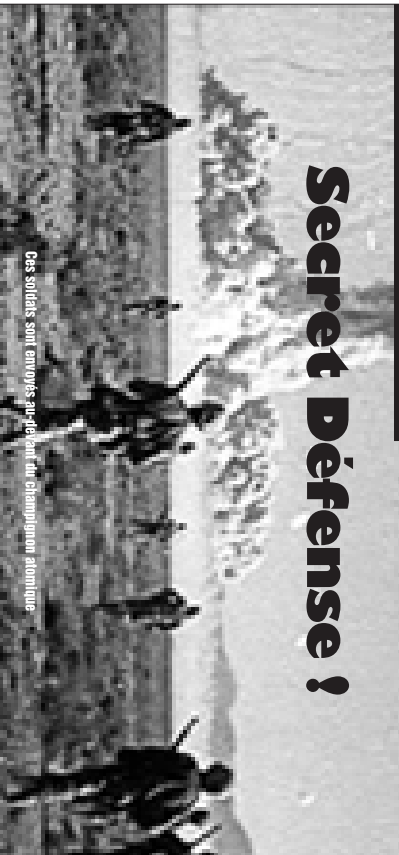
euro



Purpisan

Radioactivité militaire

Secret Défense !



Gas solaires sont envoyés sur le sol d'un champignon atomique

Les avocats des «Vétérans des Essais Nucleaires» viennent de les informer d'un rejet de leur demande d'avoir accès aux relevés de radioactivité classés «Secret Défense». L'association IVDEN (en France) avec *Mortrou e taou* (en

5 796 EUROS... PAR JOUR !

C'est le salaire de Sheffil, le piège de Peugeot Citroën. Vous ne le croyez pas ? Et pourtant, ce chiffre est extrait du rapport de l'expert-comptable sur les comptes 2007 de PSA (Peugeot Citroën Automobiles, établissements de Sochaux, Mulhouse, Rennes, Poissy, Aublay, etc...) et du document de référence 2007 du groupe PSA (qui comprend PCA, Raverca, GERC0 et leurs filiales dans le monde) qui a été soumis à l'Assemblée des actionnaires le 28 mai. Ces chiffres sont officiels et vérifiables sur le site www.peugeot-citroen.com/multimedia/cadomat-pre-chapitre_info_reglementaire_ANFE.



Un vétéran

Coupables d'être chômeur

La rencontre de la France «qui se leve tôt», au marché de Rumigny, Sarkozy a dit : «*Le chômage va continuer à baisser...*»
«*Mon travail, c'est le plein emploi, pas de gérer le chômage*» et pour y parvenir, il s'appuie sur «*la réforme que nous allons faire sur les chômeurs*».

Mais oui, figurez-vous ! S'il y a du chômage, c'est à cause des chômeurs ! Et c'est pour ça qu'il faut faire une réforme prétendument sûre : eux et sur les allocations de chômage ! Supprimons-les et vous verrez que «*le chômage va continuer à baisser* ». C'est un juste, le Sarkozy. *«Il faut indemniser ceux qui n'ont pas de travail mais ceux qui n'ont pas de travail doivent accepter le travail qu'on leur propose ou alors c'est injuste à l'endroit de celui qui travaille.*»

De toutes façons, son travail, c'est de gérer le chômage pour faire baisser le coût du travail. Un demandeur d'emploi qui accepte d'imposer quel boulot, à n'importe quel prix, voilà un bon chômeur - et il fera baisser les salaires. Mais un privé d'emploi qui refuse d'aller bosser au Smic malgré ses vingt ans d'expérience est un mauvais chômeur qu'il faut rater... Il ne faut d'ailleurs que 5% en 2012, alors la machine à rater et à pointer vers les boulots les plus mal payés de l'économie et de demain ne s'y oppose pas : ils seront... des millions à être de très pauvres travailleurs précieuses !

UNE NOUVELLE OFFRE VALABLE D'EMPLOI
Ce gouvernement «réforme». Il définit cette offre ainsi : après 3 mois de chômage, le chômeur devra accepter un emploi «*comparable avec ses qualifications... rémunéré à 90% du salaire antérieur*».

Au-delà de 6 mois, il devra accepter un emploi «*rémunéré à 80% du salaire antérieur*».

LES REVENUS DÉMESURÉS DES GRANDS PATRONS

Les revenus annuels des grands patrons français joignent dans la démesure. Leurs revenus sur l'exercice de l'année 2007 vont de trois siècles à plus d'un millénaire de Smic brut... Ils vont de 4,4 millions d'euros pour Benoît Potier (Air Liquide) à 18 millions d'euros pour Pierre Verluca (Allouane) (...). Ces revenus folichons les salaires fixes et variables, les plus values réalisées des stocks-options [1], les jeûnes de présence [2] et les dividendes [3]. Malgré une baisse des cours de la Bourse en 2007, Ces revenus ont, comme une nette progression, sans commune mesure avec les augmentations de salaires (grand elles existent) de la majorité des Français.

La vente de stocks-options a permis par exemple à Pierre Verluca d'augmenter ses revenus de plus de 2 500 %. Les inégalités de revenus sont largement acceptées mais on voit mal comment le talent et l'investissement personnel, la compétence ou le niveau élevé de responsabilité pourraient justifier de tels niveaux de revenus. Les rémunérations des grands patrons français sont parmi les plus élevées en Europe. Ces revenus sont hors normes : ils vont bien au-delà de ce qu'un individu peut dépenser au cours d'une vie pour sa satisfaction personnelle, même en accumulant les palais, les yachts ou les grosses voitures. Ils garantiront surtout un niveau de

vie hors du commun du reste de la société de génération en génération, et permettent de se lancer dans des stratégies d'investissement (entreprises, collections artistiques, fondations, etcO).

[1] droits attribués aux salariés d'acquiescer des actions de leur société sous certaines conditions notamment avec un rabais ce qui leur procure une plus-value quasi certaine lors de la vente.
[2] rémunération accordée aux présidents directeurs généraux, directeurs généraux et administrateurs membres des conseils de surveillance de sociétés anonymes. Leur montant est, en principe, calculé en fonction de leur assidue aux réunions. [3] revenus des actions.

	Société	Revenus annuels * en millions d'euros	Progression 2006/2007 en %	En années de Smic **	
	Pierre Verluca	Allouane	18,12	+ 2 512	1 192
	Gérard Mestrallet	Suez	15,54	+ 564	1 022
	Xavier Huillard	Vinci	13,10	+ 552	861
	Henri Proglio	Veolia Environnement	7,55	+ 207	482
	Henri de Castries	Axa	5,55	+ 92	364
	Jean-Bernard Lévy	Vinci	5,42	+ 129	356
	Daniel Boulton	Société Générale	5,24	- 52	345
	Jean-Paul Agon	Oréal	5,05	+ 27	331
	Martin Bouygues	Bouygues	4,99	+ 69	328
	Benoît Potier	Air liquide	4,57	+ 52	287

LES REVENUS DES GRANDS PATRONS FRANÇAIS EN 2007

* Salaires fixes et variables, plus-values réalisées des stocks options, jeûnes de présence, dividendes (revenus des actions). ** Smic brut moyen 2007 - Source : magazine *L'Expansion* - 27 mai 2008

Violence ouverte et cachée

Partisan
MAI 68

Mai 68 démarre dans la violence. Le pavé des barricades étudiantes en reste le symbole. On se souvient plus de Gilles Tautin, étudiant aussi de De Gaulle à Baden-Baden et des mouvements de chars en banlieue parisienne. On se souvient surtout de De Gaulle à Baden-Baden et des mouvements de chars en banlieue parisienne.

Mais on ignore totalement «l'opération stades».

Le 23 mai, en fin d'après-midi, les hommes du SAC (Service d'Action Civique, service d'ordre et vertigale police parallèle gaulliste) rejoignent des ordres, et des listes à l'artef de la DST (service de contre-espionnage) 1).

52 400 MILITAIRES

Les ordres : se préparer à accueillir les «rouges» chez eux et à les interner dans des stades. Les listes : 58400 personnes, dans 41 villes, des militaires de gendarmerie et d'extrême-gauche, parolis des anciens militaires, ou de simples abonnés à des revues communistes.

Chaque groupe de 5 à 10 barbouzes reçoit pistolets mitrailleurs et pistolets automatiques. Des véhicules sont réquisitionnés : des bus, des camions, des autocars. Pervue initialement pour le 24 mai, «l'opération a été remise de 24 en 24 heures et a été définitivement annulée le 29 mai à 17 heures sur un coup de téléphone du PC de Roccaro» (2).

COURETIER D'UN LACPREUR

LE GRENNELLE DU 68

On peut lire deux conclusions de l'article sur «le Grenelle de 68» dans Parhisan 218. Soit les dirigeants syndicaux contre la grève générale, ils ne font rien pour la déclencher, ils font tout pour l'arrêter et pour la limiter à un cadre de négociations. Soit ils ont deux fers au feu. Et c'est cette deuxième conclusion qui est la bonne.

Leur rôle d'encadrement, de la classe ouvrière exige qu'ils se battent aussi pour la défense des travailleurs. Ils ont d'ailleurs accompagné la généralisation du mouvement de grève entre le 15 mai 68 et le 9 juin. Ils ne sont pas contre la lutte par conséquent. A une condition : que cette lutte reste dans le cadre du capitalisme. Qu'elle soit limitée à un contenu revendicatif réaliste. Et que le débouché politique, lui, reste dans le cadre de la «démocratie».

Si on ne comprend pas de double rôle, à la fois gréviste et anti-gréviste, on ne comprend pas que la direction CGT par exemple ait pu à la fois miser sur les élections de juin 68, avec le PCP, et soutenir la continuation de grèves, dispersées mais parfois très denses, après les négociations de Grenelle. L'essentiel – le mot revient souvent – est qu'il n'y ait pas de «débordement».

Le premier point de vue (des directions syndicales soit contre la lutte dite) est paradoxal. Il a une part de la vérité, mais il reste syndicaliste. Le deuxième point de vue est le seul à être complet, donc le seul vrai, parce qu'il va à l'essentiel. Il est politique : ces directions sont réformistes, elles se opposent pas aux luttes en général, elles s'opposent aux luttes (et aux organisations) révolutionnaires. Un des premiers motifs d'ordre de mai 68 dans les listes a été : «Ne laissez pas entrer les étudiants !».

Ce qui est intéressant, c'est que ces faits n'ont été connus que six ans plus tard, révélés d'abord dans le journal Libération du 24 février 1974, puis dans le Canard Enchaîné, le Nouvel Observateur, etc. Une opération stades ? La comparaison s'imposait avec la grande rafle des juifs en juillet 1942, celle des colonels grecs en 1967, et surtout Phocher au Chili en septembre 1973.

LE COMTEUX

Pendant ces quelques jours de la fin mai 68, le pouvoir semblait paralysé. Les fêtes politiques de l'hiver, à des gaillistes, étaient désemparés. La contestation étudiante continuait de plus belle. Tout le pays était maintenant en grève (entre 9 et 10 millions de grévistes). Les paysans s'étaient joints au mouvement, ainsi que des pans entiers de l'appareil d'Etat : journalistes, fonctionnaires... L'armée, composée essentiellement de dépeuplés, était constituée, considérée comme «peu sûre».

Et la police fléchant. D'un côté, elle discutait aussi, le 29 mai, de De Gaulle à Baden-Baden, où il rencontre Masson d'Arle. Il annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale, des élections législatives anticipées, et menace d'utiliser l'article 16 de la Constitution. «Si cette situation de force se maintient, je devrai, pour maintenir la République, prendre, conformément à la Constitution, d'autres voies que la sortie immédiate du pays».

Bien joué ! Premièrement, contre l'adressaire sur son propre terrain : la rue. Deuxièmement, l'amarer sur le terrain de la bourgeoisie. Les élections En prime la menace volée d'une intervention de l'armée. Et ça marche. PCP, CGT, FGDS (avec Mitterrand) et autres partis et organisations de gauche n'auront plus qu'une idée en tête : les élections des 23 et 30 juin.

Premièrement, utiliser les acquis de Grenelle pour faire reprendre le travail, et deuxièmement «donner, au-delà du grand succès revendicatif, à une victoire politique» (Georges Seguy, secrétaire général de la CGT).

LES CHARS ET LES CRS

Dès le soir du 30 mai, de curieux mouvements de blindés sont observés en banlieue parisienne. «A Nogent-sur-Seine, les chars ont bûché sur Bry-sur-Seine, direction Montreuil, Fontainebleau, et Saint-Germain-en-Laye (Camp des Loges) où ils devaient arriver dans la soirée» (4).

D'autre part, pendant les cinq

premiers jours de juin, les interventions de la police sont innombrables, et touchent toutes les grandes villes de France. Sont visés en priorité : les centres de clubs sportifs, les centres principaux, les défilés d'essence, les relais de l'OHFR, etc. Les syndicats ont donné des consignes de modération : «...ne pas opposer aux interventions de la police» (5).

Il y a au moins deux grandes usines où ces consignes de modération ne seront pas respectées, et qui resteront dans les mémoires : Renault-Flins et Peugeot-Sochaux. Mais c'est autour du mot d'ordre «La lutte continue».

Voilà le point de vue adopté par un groupe d'écrivains et d'ouvriers actifs dans le mouvement : «De Gaulle invite à la violence... nous n'entendons pas dans son jeu... la grève doit continuer». Point de vue confirmé, des années plus tard, par une ouvrière lors d'un débat sur mai 68 : «Le problème n'était pas de faire la révolution, mais que la CGT ne brade pas la grève...» (5).

RÉPÉTITION ET DISSUASION

L'Etat est d'abord une organisation d'hommes en armes, rappelle Lénine dans «l'Etat et la révolution». Ce que nous rappelle mai-jun 68, c'est que la meilleure utilisation de cet appareil militaire, pour la bourgeoisie, c'est sa non-utilisation. C'est la dissuasion. Autrement dit la menace qui engendre la peur.

Il y a en effet deux violences à l'œuvre en 68. Une violence ouverte, ostensible, dissuasive. Celle des CRS et des flics, avec quelques blindés. Et une violence secrète, discrète, de derrière les scènes : l'opération stades avec le SAC, et le voyage à Baden-Baden. Les uns, les flics, sont intervenus la plupart du temps sans munitions ; les autres, les «généralistes» et «parallèles», n'ont pas reçu l'ordre de s'exprimer.

Finalement, la bourgeoisie s'en est bien tirée. Avec l'aide inappréciable des réformistes. N'11 armée stationnée en Allemagne ni les pistolets automatiques des barbouzes n'ont eu à intervenir. Le bâton de la répression ouverte est resté secondaire ; il n'a fallu qu'abaisser la courbe des réformes. Globalement, Grenelle et les législatives ont suffi pour «rétablir l'ordre», c'est-à-dire le bon fonctionnement du capitalisme.

Le problème du pouvoir d'Etat, dans sa réalité crue, militaire, a été peu présent dans les débats de 68, et peu débattu après. Car il pose d'une manière concrète le problème de la révolution et du parti révolutionnaire. En 68, la classe ouvrière n'était pas prête. Elle faisait encore trop confiance aux partis réformistes.

(1) Voir note ibid. survalable, (2) Patrick Charette, «B comme barbouzes», Ed. Mouton, 1976.
(3) La France de 68, Dalibet et Ragozka, page 125 et page 139. (4) L'histoire du vendredi 31 mai, photo à l'appui. (5) Cité dans K. Ross, Mai 68 et ses vers ultérieures.



Mais qu'est-ce qui a manqué ?

Beaucoup d'ouvriers, en mai 68, et surtout en juin, ont vu les limites de l'action syndicale, même celle de la CGT, qui pourrait prétendre s'inscrire dans un élargement de société. Le Groupe ouvrier Hispago (dans son livre «Ouvriers contre les appareils»), à La Garenne-Colombes, conseillait alors que «des augmentations de salaires, dans la mesure où elles réussissent à maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs, contribuent à l'équilibre de l'économie. La CGT apparaît de moins en moins comme un syndicat de producteurs. Elle ne vise plus la transformation des rapports de production et défend de moins en moins les intérêts de classe. Elle défend plutôt les intérêts des individus en tant que consommateurs, intégrés à la société bourgeoise, où elle joue le rôle d'un organe régulateur».

LE PCP, UN PARTI RÉFORMISTE. Cette compréhension de la contestation CGT en 68, le groupe ouvrier d'Hispano Suiza l'a énoncé au PCP, dont plusieurs avaient fait partie : «Nous reproduisons à la direction du Parti de n'avoir pas exploité le grand mouvement de contestation des structures bourgeoises qui a traversé notre pays, et d'avoir dérivé ce grand élan vers des questions purement revendicatives, nécessaires certes, mais inutilement dissuasives. L'action du Parti a ainsi consisté à canaliser l'action des travailleurs dans un chemin opposé à leurs aspirations profondes. Elle a été marquée par la volonté de négocier à tout prix avec le patronat, à n'importe quel échelon, et elle a dérivé tous les espoirs vers des succès parlementaires illusores. Dès que la situation le permettait, le PCP revenait à son idée fixe : l'unir avec les «conclues impérialistes» pour la «démocratie avancée». Pour éviter d'être regardés par les forces démocratiques, progressistes et nationales (autrement dit, la petite-bourgeoisie), la lutte pour le socialisme est revenue à plus tard. On ne propose qu'une démocratie qui sera selon les jours avancée, authentique, véritable ou réelle. Le programme présentée aussi les nationalisations : il ne s'agit pas de pouvoir stabiliser au capitalisme, mais de l'abaisser à fonctionner de manière plus moderne.»

Ils ont, même été au-delà de cette compréhension d'un PCP réformiste aidant à moderniser le capitalisme. Ils ont perçu aussi qu'il tire ses forces, son rôle social, et toutes les positions qu'il a acquises dans le système, de son rôle d'encadrement de la classe ouvrière, pour la maintenir elle aussi, dans le cadre du capitalisme. D'où son attachement à en rester le principal représentant, et sa hange à évincer ceux qui prétendent le déloger de ce honneur.

«Mal ne peut dans le choix des partis bourgeois, le PCP doit utiliser l'emprise qu'il continue à exercer sur la classe ouvrière par l'intermédiaire de ses organisations de masse, quand les luttes se développent spontanément, le PC tente de les utiliser pour faire pression sur l'opinion et le gouvernement, tout en les empêchant de déboucher sur des perspectives révolutionnaires. C'est ce qu'il a fait en 68», dit encore le Groupe ouvrier Hispago.

MANQUANT UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE. Mais la compréhension de cette nature contre-révolutionnaire du PCP commençait à peine pour une fraction d'ouvriers, car elle venait en contradiction avec les affirmations répétées du Parti, affirmant toujours révolutionnaire et avant-garde de la classe ouvrière. La grande nouveauté



Les événements de 1968 furent avant tout un reflux massif de la part de milliers, voire de millions, de personnes, de continent, de pays.

social de manière traditionnelle, c'est-à-dire comme un ensemble de catégories séparées et étouffées. Les acteurs anonymes qui compo-

saient les comités de quartier et d'usine, travailleurs, étudiants, paysans et tous les autres se sont retrouvés à questionner le système dans son ensemble, non en fonction de leurs propres intérêts, mais au nom des intérêts de la société dans son ensemble.»
 (K. Ross dans son livre : «Mal 68 et ses vives ulcérateurs» Ed. Complexe)

BOULEVERSEMENT DES CONSCIENTS !

La place assignée à chacun dans la société était bouleversée, remise en cause. Les étudiants cessèrent de fonctionner comme des étudiants, les travailleurs comme des travailleurs et les paysans comme des paysans. **«Ce fut un événement dans la mesure où des milliers, voire des millions, de personnes ont été entraînés beaucoup plus loin que ce que leur éducation, leur**

situation sociale ou leur vocation initiale leur auraient permis d'espérer».

(K. Ross)
 Du coup, de nouvelles questions politiques se posent concrètement. Inimaginables avant ces échanges entre étudiants, ouvriers et paysans. Osons parler de fertilisation croisée !

«Quelle inspiration révolutionnaire les travailleurs ont puisés à la Sorbonne ? On peut le résumer d'un mot : c'est l'idée de la «démocratie directe» considérée comme un but en soi, c'est le «pourquoi à la base», c'est les «soviets» (N. Rivière Brochure «Mal 68 ou 120 ans après»)

La CGT de Renaud Billancourt a pu durant tout le conflit empêcher l'accès de l'usine aux étudiants, mais elle n'a pu empêcher que de jeunes ouvriers aillent se froter à la Sorbonne ou à l'Odéon, à la petite-bourgeoise en lutte.

LA DIVISION SOCIALE DU TRAVAIL RENVERSE EN CAUSE

Le mouvement de Mai s'est, au fil de son existence, orienté vers une critique de la division sociale du travail. Les ouvriers se sont emparés pour leur compte de la critique fondamentale que les étudiants faisaient au système universitaire : on refuse de devenir les cadres d'une société d'exploitation. Ce qui a germé au fil de la lutte ouvrière, c'est ce refus de restier à la place assignée à l'ouvrier. Que dit d'autre la fameuse ouvrière de chez Wonder (voir le film sur le site ouvala2g0) : «Je ne peux plus recourir à la place que j'ai si longtemps occupée. Ce n'est plus

possible, j'ai changé, je n'accepte plus ce que j'acceptais avant.»

Et cela n'a été possible que parce que le cadre dans lequel la classe ouvrière était maintenue s'est fendu de toute part (on revendiquait, mais dans le cadre du système). Ce cadre est devenu un corset insupportable.

«L'intervention politique qu'il y a sa place, sa place propre, qui était pour la gauche de l'époque, le Parti communiste ; les questions politiques se traitèrent dans d'autres lieux, avec d'autres interlocuteurs.» (K. Ross)

L'horizon s'est élargi, les murs sont tombés. Tout le monde fait de la politique, c'est-à-dire s'occupe des affaires de tout le monde. Mai-Juin 68 a été, dans ce sens, un grand mouvement de politisation. Comme l'a dit le journal satirique Hara Kiri après : on arrête tout et on réfléchit.

DE LA PAROLE À L'ACTE ?

Il faut quand même des maintenaient souligner ce paradoxe que la parole s'est libérée, mais qu'elle ne s'est pas traduite en organisation, en alternative.

Ainsi, Mai 68 est souvent perçu comme le départ du mouvement de libération des femmes. Mais cela est plus une conséquence, parce qu'en ouvrant les têtes et les cœurs, Mai 68 a bousculé les comportements. Cela s'est joué dans les amnées qui ont suivi. En juin même, la question du statut des ouvrières est rarement posée. Ainsi en dépit de l'importance de la mobilisation, les ouvrières ne conduisaient pas leur grève.

«Une déléguée CGT raconte : «Nous veillons à la bonne tenue d'abord. Les hommes occupent la nuit, les femmes pendant la journée. Les très jeunes filles sont prises sous la responsabilité des délé-

guées. Pas question, même s'il y a un petit flirt, qui attend, de leur permettre de sortir. Leurs parents savent qu'elles sont là, et ils peuvent être tranquilles. Une grève menée par des ouvrières suscite fréquemment un discours sur leur sexualité.» (Xavier Vigna dans «L'insurrection ouvrière dans les années 60», Essais d'histoire politique des usines. Rennes : P.U. de Rennes)

Sur les ouvrières immigrées pèse la même suspicion que sur les ouvrières : celle d'être des briseurs de grève. D'où la fréquence d'un discours militant qui se félicite de la participation des étrangers à la lutte, qui souligne leur action. En région parisienne, un Comité d'action des travailleurs étrangers se crée, de même qu'un Comité de liaison des organisations de travailleurs immigrés en France.

Chez Citroën, la CGT ne se satisfait pas de vagues améliorations dans l'ordre social et professionnel. Elle conteste l'utilisation par le directeur d'interprètes qui servaient aussi d'agents de surveillance. La prévision des revendications prouve qu'elles ont été rédigées avec les ouvriers concernés. Des ouvriers étrangers jouent un rôle actif dans certains usines. A Renault Billancourt, ils rédigent une plate-forme revendicative spécifique.

Un second faiseau d'indicoes est constitué par les listes d'étrangers expulsés en France pour leur participation au mouvement de grève. Entre le 24 mai et le 20 juin 1968, 183 étrangers de 37 nationalités différentes sont expulsés. Ainsi, à partir des grèves de mai et juin, ils comptent et campent sur la scène égrésiste, comme les ouvrières.

UNE POLITISATION DE MASSE
 Et puis, compte tenu de la diversité des secteurs en lutte, et malgré le «chaos» chez soi et mon usine sera bien gardée», de nombreux échanges et problèmes sociaux sont évoqués qui débouchent sur des questions nouvelles :

- quelle place sociale pour la paysannerie ?
- l'art au service de qui ?
- la sexualité, et en particulier l'homosexualité, sont débattues publiquement ;
- remise en cause des frontières de la normalité, de la folie et de son traitement ;
- l'enseigne, le journalisme, la santé... sont contestés ;

Le poids des idées anciennes est souligné, de nouvelles façons de penser et d'agir sont débattues et certaines mises en pratique (on ne peut d'ailleurs pas tout mettre en pratique dans le cadre des rapports capitalistes).

C'est bien d'une politisation de masse qu'il s'agit, dans laquelle la classe ouvrière a été présente, témoin et récipiendaire de ces idées, qui allaient changer la donne pour au moins dix ans... Ceux qui critiquent l'idéalisme de mai-juin 68 tentent de mettre le couvercle sur ce bouillonnement novateur d'idées fécondes. C'est le capitalisme, sous toutes ses facettes tentaculaires, qui a été remis en cause. Et qui a été défendu par d'autres, par ceux qui ne dénoncent qu'un système de répartition injuste. **Mai 68, quel souffle révolutionnaire !**

On a écrit cet article en tant qu'ouvrier étudiant de l'usine et de complémentarité de l'ODL/PC de Rennes. A lire dans son intégralité sur notre site.

de mai-juin 68 est là : le début d'une compréhension de masse de qui sont les amis et les ennemis dans la lutte contre le capitalisme. Il y avait encore un pas énorme entre cette compréhension, diffuse, et limitée en efficacité, et la création d'un autre Parti qui organise les combats de la classe ouvrière. Au moins, on savait ce qui manquait : «ce crisis que Mai dégelait une situation, mais je ne crois pas qu'on pouvait remporter la victoire. Il n'y avait pas l'outil nécessaire : le parti révolutionnaire qui voulait prendre le pouvoir.» En général, on a imaginé pas qu'on pourrait construire quelque chose en dehors du parti, en dehors du capitalisme. «Si on comptait sur nous-mêmes et non sur les autres, il y aurait peut-être un autre élimateur.» (Groupe ouvrier Hispano)

N. Rivière, dans sa brochure «Mal 68 ou 120 ans après», en titre comme conclusion : «Il y a un chemin entre faire grève malgré les réformistes et lutter concrètement contre le réformisme. L'adversaire encore mal connu, donc formidable, que le prolétariat a vu se dresser en Mai 68, c'est le réformisme, et surtout par cette étonnante découverte, il n'a pu que reculer momentanément pour assembler cette nouvelle difficulté, pour s'armer contre ce nouvel obstacle.»

Mai-juin 68 a renouvé la compréhension et la lutte contre le capitalisme. Après les révolutions anti-coloniales, et le renouveau marqué avec la classe ouvrière algérienne, des questions et des réponses nouvelles ont été posées sur le capitalisme, sur la façon de produire, et sur la manière de vivre en société. Le PCF avait conscience que ces idées étaient dangereuses pour sa machine politique sur la classe ouvrière, mais il n'a pu empêcher que son influence ne soit contestée au fond.

La classe ouvrière a buté sur la découverte de la machine contre-révolutionnaire du PC, et sur les divisions politiques que ça créait. Les trotskistes défendaient toujours la thèse d'un PCF parti ouvrier dégenéré, bureaucratique, qu'il fallait conquérir et faire évoluer. Certains marxistes ont avancé une critique plus profonde du PCF, tirant des enseignements de la lutte politique menée par le PC chinois contre le PC de l'Union soviétique. Si la notion de révolution a été remise à l'ordre du jour des consciences, tous les débats menés dans la classe ouvrière n'ont pu être ni capitalisés ni centralisés et portés à un niveau supérieur d'organisation. Bref, la commission régalait... et elle ne s'est pas tellement dissipée depuis !



On a écrit cet article en tant qu'ouvrier étudiant de l'usine et de complémentarité de l'ODL/PC de Rennes. A lire dans son intégralité sur notre site.

« Nouveau parti anticapitaliste »

La LCR est prête à abandonner son programme et à en élaborer un autre, démocratiquement, avec tous les anti-capitalistes, pour fonder un NPA (un nouveau parti anticapitaliste). Mais quel était le programme « communiste révolutionnaire » de la LCR ?

MARSEILLE

Débat sur le NPA

Extrait

Beaucoup de monde à ce débat de la LCR, sûrement plus de 400 personnes. C'est dire que le thème est rassemblant.

N'ayant pas d'ordre de contenu très clair, les orateurs de la Ligue se sont évertués à lui substituer de grandes déclarations sur l'importance de se rassembler sans exclusive et de fonder en toute démocratie (une ordinaire à accordé un brevet de démocratie à la LCR, je n'en aurais pas fait autant, la trouvait bien souvent manipulatrice quand elle veut obtenir ou conserver une direction de suite !). La démocratie à toutes les sauces, pour attirer en faisant comprendre que la force de la LCR ne sera pas une menace. On peut y croire ou pas, pour nous, l'essentiel n'est pas là !

UNE VOLONTÉ DE LUTTE TOUS AZIMUTS se fait jour et elle est bien sûr positive. L'audience veut en découvrir avec les mesures anti-sociales de Sarkozy et c'est tout à son honneur. On rappelle même que certaines ont leur origine sous la gauche, signe (positif) qu'il faudra s'y opposer aussi dans ce cadre.

La où des flottements ont lieu, c'est que ce n'est pas articulé avec une vision de

classe des mots d'ordre et perspectives. Tout le monde doit y trouver son compte puisque ce n'est pas un projet de pouvoir ouvert qui guide l'activité, mais un rassemblement des lites de toutes les couches populaires.

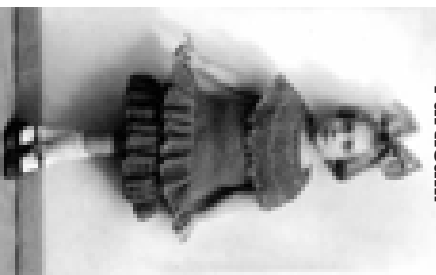
Un intervenant proposait que le NPA s'appelle *Mouvement pour la Démocratie et le Socialisme*, pour éviter les termes « Parti », « Anti » et « Capitaliste » qui ne collaient pas. Les mots « parti », « capitaliste » et « communiste » ne font pas peur dans la classe ouvrière (« révolution » peut-être encore un peu !)

LA LCR VEUT BRASSER LARGE.

Elle l'a dit, c'est pour faire un parti de masse. Du CAP au bac +5, tous y auront leur place.

La encore, on peut avoir les mêmes réserves : qui va diriger, sur quelles positions ? Un participant, à la fin, qui tenait beaucoup à intervenir, a détaillés quelques points : « on est pas mal de Bordistes ici ou des collectifs anti-débruit ou des libéraux. On n'est pas anti-débruit. Et on l'a pas envie de le devenir. Quelqu'un ici a parlé de Jonkhout, si c'est pour nous endoctriner, pas d'accord, nous répétons quoi à cela ? La direction a répondu, comme prévisible : « tout le monde a sa place, venez et dépendez vos positions ».

À 6 ans, personne ne soupçonnerait qu'un jour elle s'abonnerait à Partisan.



VOUS AUSSI

ABONNEZ-VOUS À

Partisan



« DE QUOI SARKOZY EST-IL LE NOM ? »

Amin Badou - Le quel Sarkozy est-il le nom ? Croissance et Ligues, 14 Euros

Le livre d'Amin Badou* est un livre polemique, rafraichissant et facile à lire. Ce n'est pas qu'un livre sur Sarkozy. C'est un livre qui va nous exposer une défense de l'idée communiste à une époque où les médias ne parle que du communisme comme une hérésie totalitaire.

Badou démontre son livre par une charge contre la machine électorale d'Etat et les faux choix qui nous sont proposés, représentés par deux types de peurs. D'un côté, « la peur des étrangers, des ouvriers des fautes des bouillottes... de ceux qui cherchent un maître qui les protège », et ceux en face « qui ont peur de cette peur et des relations politiques qu'elle engendre ». Et il note qu'il y a un consensus total entre ces deux camps électoraux sur les gesticacons militaires « nul n'érigeage sur ces questions de guerre ou de paix la moindre discussion... » ni « sur les lois sévères votées, jour après jour, contre les ouvriers sans papiers, les jeunes des quartiers pauvres et les malades insublisibles ».

Il analyse le programme de Sarkozy, (nous sommes à la veille du second tour), comme « du plébanisme ». Car le programme de Sarkozy « c'est travail, famille patrie Travail : si vous voulez gagner quelques sous, faites des heures supplémentaires famille : abolition des droits de succession,

C'est sûr, Marx n'aurait jamais fait comme cela, vu les efforts qu'il a menés toute sa vie pour clarifier les positions !

LES ILLUSIONS VONT SE PAYER.

Il s'agit de rassembler, mais construire sur du sable mouvant. Ceux qui les révoignent les font s'effondrer chaque jour un peu plus. Les anti-libéraux ont déjà gagné, il n'y a plus rien de marxiste là-dedans : le programme qui définit le communisme comme but, la dictature du prolétariat comme moyen, le prolétariat lui-même comme classe centrale, le parti groupant l'avant-garde comme dirigeant, la complète révolutionnaire du pouvoir et pas l'illusion d'une conquête électorale...

Tout ce qu'on apporte Marx et Lénine est passé, aux oubliettes des leçons de l'histoire ouverte. Il vient à nous que l'histoire nous enseigne, à l'heure de notre combat révolutionnaire, que nous ne pouvons pas avec ce projet rassembleur, mais au contraire contribue à le construire en en montrant les impasses.

Un lecteur

Retrouver l'intégralité de l'article sur partisan.org

Relisons le Manifeste « Tous ensemble nous pourrions changer le monde », adopté par la direction nationale de la LCR. Contentions-nous de deux ou trois paragraphes caractéristiques :

PAGE 13. « MOUVEMENT SOCIAL ET PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES » - « La vague altermondialiste peut nous inspirer que le mouvement social serait à même, par son seul développement, de rendre possible un changement de société en faisant l'économie de l'effort de la révolution. L'application de tels changements qui mèneraient en jeu le pouvoir d'Etat »

Tout mouvement social est pourtant confronté à la question des dominations qui traversent la société et des rapports de pouvoir qui les organisent, en particulier du pouvoir d'Etat qui articule ces différentes relations. Pour cette raison, le développement d'un mouvement social ne peut être que le résultat d'une multitude de mouvements, même collaborant les uns avec les autres, ne suffisant pas à briser ou à déstabiliser le pouvoir existant. Les derniers sont après à gérer ces mises en cause, par l'absorption et la déqualification du potentiel de contestation, par l'isolement, ou par la répression, tant que les organes vitaux de la machine d'Etat ne sont pas déparés. Non, prendre le pouvoir « en haut » ne suffit pas ; oui, le pouvoir démocratique est la condition de la révolution.

Mais que garder des leçons du passé ? « Ce qui va venir, ne pourra pas être la continuation de la seconde séquence » révolutionnaire, c'est à dire la période qui va de la Révolution de 1917 à la Révolution Culturelle et la Révolution des Oeillots au Portugal, en révolant pas Mai 68. C'est vrai, l'histoire ne se répète pas, il ne suffit pas de dire mécaniquement, ça c'est pas comme ça à telle période, donc ça va se passer comme ça maintenant au XXI^{ème} siècle. La nostalgie seule ne fait pas un bon communiste. Mais de là à dire que « le mouvement ne se répète pas, il ne suffit que de le réinventer », ça c'est pas de la révolution. Culturelle et la Révolution des Oeillots au Portugal, en révolant pas Mai 68. C'est vrai, l'histoire ne se répète pas, il ne suffit pas de dire mécaniquement, ça c'est pas comme ça à telle période, donc ça va se passer comme ça maintenant au XXI^{ème} siècle. La nostalgie seule ne fait pas un bon communiste. Mais de là à dire que « le mouvement ne se répète pas, il ne suffit que de le réinventer », ça c'est pas de la révolution.

NPA : Quel programme ?

« Tout démocratique doit se diffuser et combiner le « haut » et le « bas ». Mais on ne peut pas esquiver la question et se contentant d'élaborer le pouvoir central. L'effort doit être inévitable, il faut s'y préparer »

RÉSUMÉS : « perspective révolutionnaire », « se préparer à l'effort » Il le problème, c'est que, trois pages plus loin, vous avez du réformisme pur jus, version radicale. Il est vrai :

PAGE 16. « POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS » - « A la coalition répétée de points de vue avec les intérêts de la bourgeoisie, nous opposons la coalition politique de tous les ports et organisations tendus à séculer réellement au pouvoir capitaliste, à former un gouvernement au service des travailleurs, aussi fidèle à leurs intérêts que les gouvernements dans le cadre capitaliste le sont aux intérêts des dominants »

La LCR prendra ses responsabilités dans un tel gouvernement. L'application d'un tel programme implique la confrontation avec les classes dominantes, et exigera une formidable mobilisation populaire, seule capable de faire émerger de nouvelles formes de pouvoir qui donneront à un gouvernement anticapitaliste les moyens de sa politique. »

Alors affrontement révolutionnaire (page 15), ou gouvernement de « coalition » de « tous les partis-anti-capitalistes (page 16) ? Réformisme ou révolution ? Les deux ! Et c'est ça la Ligue : le point de vue révolutionnaire ET le point de vue réformiste côte à côte. La référence au communisme ET un contenu forcément démocratique.

Car «l'affrontement» avec le pouvoir central est une perspective bien vague. Par contre, un gouvernement 100% à gauche, appuyé par une mobilisation des travailleurs, ça paraît beaucoup plus crédible. Détaillons tout ce qui a été dit de la Ligue se résume en un mot : Démocratie !

PAGE 21. CONCLUSION. « Nous sommes prêts à lutter pour de telles transformations avec tous ceux et tous ceux qui se réclament de la démocratie. Mais nous affirmons que pour poursuivre ses objectifs, une révolution démocratique doit modifier profondément la structure du pouvoir politique et économique. Faire assurer le contrôle, puis la direction de l'ensemble de la production par la société elle-même, cela suppose que se développe un texte, processus dans lequel l'auto-organisation et l'auto-organisation seront les axes d'une démocratie réelle. Du point de vue institutionnel, cette démocratie se débranchera de la vieille machine d'Etat. Elle s'organiserait autour de nouvelles assemblées nationales, régionales et locales, élus au suffrage universel et à la proportionnelle, autour de conseils élus dans les quartiers et les entreprises »

Les références au communisme et à la révolution peuvent être encore plus floues dans le programme de la NPA, mais le fond est déjà là. La Ligue n'a plus grand chose à rendre, elle n'est plus déjà que démocratique radicale.

À PROPOS DE LA SITUATION AU TIBET

DÉCLARATION DE VOIE PROLÉTARIENNE

Nous luttons contre la domination bourgeoise et l'impérialisme, pour le socialisme. Tous les impérialistes utilisent les J.O., à leurs profits politiques, idéologique et financier. La lutte contre les J.O. est une partie de la lutte pour un autre sport : populaire, gratuit, ouvert à tous et favorisant l'amitié entre les peuples.

Les J.O. sont une affaire idéologique de la plus haute importance pour toutes les classes bourgeoises de tous les pays : exaltation du chauvinisme, de la collaboration des classes, du pacifisme impérialiste. Ils sont le sommet d'un édifice sportif orienté vers l'élitisme, l'arriérisme individuel, et la compétition guerrière des hommes et des nations. Les J.O. sont à l'image de la société bourgeoise.

Les J.O. sont politiquement utiles aux impérialistes de tous les pays. Pour les pays organisateurs, ils servent à présenter une image souriante et trompeuse de la

réalité du pays. L'oppression et l'exploitation des peuples sont masquées aux yeux du monde entier à l'aide d'artifices et de parades fleuries et au moyen d'une répression féroce au moment même où se déroulent les Jeux. Pour les autres pays capitalistes, ils servent à détourner les exploités, de la lutte des classes vers l'union nationale avec «notre champion». Ils servent à redorer la liaison et le prestige de tous les gouvernements richement «médailles». Du fait de cet enjeu politique, lorsque les contradictions s'aggravent entre les impérialistes comme aujourd'hui, ils servent de moyen de chantage.

Les J.O. sont une affaire tout court. Du fait à la pelle pour la foire sportive. Les entreprises de nombreux pays et une poignée de capitalistes saisissent l'occasion pour des profits scandaleux sur le dos des peuples de tous les pays. A tous les niveaux : préparation, retentissements télévisés, publicité, installations hôtelières et sportives... Les profits sont énormes.

Ce sont donc trois raisons majeures qui guident notre orientation : Non au J.O ! Vive la pratique sportive populaire et anticapitaliste, ouverte à tous et gratuite !

Sport et programme révolutionnaire

L'esport est un besoin, c'est un des éléments de l'épanouissement de l'homme. Karl Marx disait que l'objectif des communistes en matière d'éducation était : «L'éducation qui unira pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge le travail productif avec l'instruction et la gymnastique, et cela, non seulement comme méthode d'acquiescence à la production sociale, mais comme la seule et unique méthode de produire des hommes complets»

On pourrait résumer l'orientation bourgeoise en matière de sport par un seul mot : élitisme. Cette orientation exclut du sport la masse des ouvriers et des employés, qui part leurs conditions de vie et de travail sont bien souvent empêchées d'avoir une activité sportive régulière. L'orientation bourgeoise coupe l'activité professionnelle, les études et le sport. Les clubs forment bien souvent des spécialités afin de produire des élites sportives.

C'est pourquoi nous ne sommes pas comme les réformistes pour développer (ils parlent de «démocratiser») encore plus cette organisation sportive. Non, nous voulons rompre avec cette logique ; c'est pourquoi nous luttons pour une autre société supprimant les classes, les hiérarchies capitalistes et la division sociale du travail. Nous voulons donc un autre sport afin de combiner à l'épanouissement des masses populaires.

Le programme communiste, c'est la liaison du sport avec les études et le travail. Le sport ne doit pas être coupé de la vie. Cette orientation implique donc que le socialisme ne doit pas développer un

«sport de masse» comme vivier pour l'élevage des champions (à l'exemple des ex-pays dit socialistes). Il doit avoir pour objectif de réaliser le sport pour tous.

UNE LUTTE POUR AULOUBOHN

C'est cette conception du sport qui guide la lutte que nous devons mener aujourd'hui contre le sport bourgeois. Mais cette conception du sport socialiste ne saurait remplacer une politique concrète pour maintenant. Des luttes revendicatives, des choix pour un sport de masse se déroulent dès aujourd'hui dans les entreprises, les écoles et dans les quartiers populaires. Nous devons lier ces luttes à nos objectifs révolutionnaires.

Le sport fait partie de la culture ; toute culture porte des valeurs, une idéologie. Ainsi les classes bourgeoises développent l'idéologie chauviniste et nationaliste qui oppose les peuples entre eux. Elles développent l'idéologie individualiste et l'arriérisme qui brise les liens d'amitié et oppose se les individus. C'est pourquoi nous devons développer d'autres valeurs de solidarité, d'entraide et de lutte collective dans et par le sport. Ces valeurs façonnent un autre homme, préparent à la lutte collective contre l'exploitation ; puis sous le socialisme à la gestion collective et fraternelle de toute la société profit de tous.

NOUS SOUTIENONS LES REVENDICATIONS qui vont dans le sens du sport pour tous, contre l'élitisme, par exemple :

- **Boycott des J.O. et de toutes les grandes compétitions sportives.**
- **Pas de crédits pour le sport de haut niveau et les clubs professionnels.**

L'ampleur de la campagne internationale en faveur des «Droits de l'Homme» au Tibet correspond à un choix politique. Elle se développe au moment où des révoltes dites «de la faim» sont violemment réprimées dans plusieurs pays ; alors que la situation des travailleurs se dégrade ; que celle de nombreux peuples, tel le peuple palestinien, est dramatique ; que l'exploitation et la répression en Chine même se renforment à la veille des Jeux Olympiques. Réaffirmons des positions communistes internationalistes contre la démagogie bourgeoise !

1 Voie Proletarienne, conformément aux principes leninistes exprimés en 1917 dans la déclaration des Droits des

Peuples de Russie, considère que, dans les Etats comprenant des minorités nationales, l'égalité des droits entre celles-ci et la nation dominante doit être reconnue, cette égalité allant jusqu'à la reconnaissance du droit à l'autodétermination et à la séparation. Cette position de principe s'applique à ces nations queltes que soient les forces politiques qui en portent la revendication.

2 Nous considérons que ces principes d'égalité et de respect des droits des nations minoritaires sont violés, s'agissant du Tibet, par la bourgeoisie chinoise, et que le peuple tibétain subit une oppression nationale, conduisant entre autres à une colonisation du Tibet par les Chinois d'origine Han. Cette oppression ne pourrait que

provocquer la révolte légitime du peuple.

3 Voie Proletarienne, en reconnaissant le droit du peuple tibétain à l'autodétermination, ne soutient pas ceux qui prétendent aujourd'hui diriger la lutte du peuple. Les religieux tibétains ont soutenu le seravage, aboli par le parti communiste chinois à l'époque de Mao. Les droits des femmes étaient bafoués, les moines faisaient subir leurs lois rétrogrades, l'espérance de vie était de 35 ans et demi. Les forces du clergé réédonnaient et leur chef, le Dalai Lama, ne sont pas les mieux placés pour défendre l'émancipation de leur peuple.

4 La révolte du peuple tibétain est le prolongement d'une situation d'oppression, mais elle est aussi un enjeu dans les contradictions entre les impérialismes. L'impérialisme américain y voit une façon d'ébranler la puissance impérialiste montante qui est la Chine, en activant ses contradictions internes. La puissance chinoise, elle, se refuse à reconnaître les droits du peuple tibétain, lui pour les ressources potentielles que cette vaste région recèle (voir note), que par crainte de voir les autres nationalités, comme les Turcs et les Mongols, revendiquer des droits égaux

5 A propos de la campagne sur le Tibet, nous demandons aussi l'utilisation de l'idéologie des «Droits de l'Homme» qui est la ouverture et la justification des interventions impérialistes. Elle est utilisée de manière tout à fait sélective, en fonction des intérêts des puissances impérialistes, en Irak, en Afghanistan, au Darfour. Le peuple palestinien a fait depuis longtemps l'expérience que, malgré son oppression et la négation de ses droits par le colonialisme israélien, les «droits-de-l'hommes» ne se soucient guère de son sort.

6 Voie Proletarienne dénonce cette hypocrisie dans le comportement de la bourgeoisie française. Son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, hier chaud partisan d'interventions militaires au nom des «Droits de l'Homme» en Irak, au Kosovo, au Darfour, et même contre l'Iran, se montre d'une extrême modération face à la bourgeoisie chinoise. Comme pour tous les bourgeois, entre ses discours hypocrites sur les «Droits de l'Homme» et les contrats qui pourraient être perdus par les sociétés françaises, il hésite pas : le profit avant tout !

7 La révolte des Tibétains fait partie des luttes et des révoltes, ouvrières et paysannes, dont le nombre s'accroît d'année en année contre la politique de la bourgeoisie socialiste. Voie Proletarienne exprime son soutien internationaliste aux peuples de l'Etat chinois, aux ouvriers et aux paysans dont la violente exploitation permet à la bourgeoisie chinoise de devenir une force impérialiste de premier plan. Le bon déroulement des Jeux Olympiques est, pour la bourgeoisie, un enjeu politique. Pour nous, une occasion de solidarité internationale !

11 avril 2008

Cet article a été construit à partir de notre brochure «Sport et Révolution» (ci-dessus), qui leur qui écrit dans les années 80, conserve toute sa vigueur révolutionnaire. (Il eut à notre toute possibilité)





Aimé Césaire

Paternalisme et Fraternalisme

LETTRE À MAURICE THOREZ

Que retenir d'Aimé Césaire ? Certainement sa lettre de démission du PCF en 1956. Le vote des Pleins pouvoirs au socialiste Guy Mollet pour «rétablir la paix» en Algérie, c'était trop pour le jeune militant martiniquais.

Le «chauvinisme inconscient» et la trahison du communisme par le PCF ne datent pas d'aujourd'hui. On peut deviner aussi en filigrane dans cette lettre que le rejet du révisionnisme (c'est à dire la révision des principes du marxisme) et la volonté de rassembler

large peuvent mener à la social-démocratie. Mais la lutte pour un vrai communisme anti-impérialiste, et la lecture de Césaire en 1956 à Thorez (dirigeant du PCF), sont toujours d'actualité !

Le comité de rédaction

Il me serait facile d'articuler tant à l'égard du Parti Communiste Français qu'à l'égard du Communisme International tel qu'il est patronné par l'Union Soviétique, une longue liste de griefs ou de désaccords. [...] Disons d'un mot : qu'à la lumière des événements (et réflexion faite sur les pratiques honnêtes de l'anti-impérialisme qui ont eu cours et continuent encore semble-t-il à avoir cours dans des pays qui se réclament du socialisme), j'ai acquis la conviction que nos voies et celles du communisme tel qu'il est mis en pratique, ne se confondent pas purement et simplement ; qu'elles ne peuvent pas se confondre purement et simplement.

Un fait à mes yeux capital est celui-ci : que nous, hommes de couleur, en ce moment précis de l'évolution historique, avons, dans notre conscience, pris possession de tout le champ de notre singularité et que nous sommes prêts à assumer sur tous les plans et dans tous les domaines les responsabilités qui découlent de cette prise de conscience.

Singulière de notre «situation dans le monde» qui ne se confond avec nulle autre. Singulière de nos problèmes qui ne se ramènent à nul autre problème.

Singulière de notre histoire coupée de terribles avatars qui n'appartiennent qu'à elle. Singulière de notre culture que nous vivons vivre de manière de plus en plus réelle. (Qu'en résulte-t-il, sinon que nos voies vers l'avenir, je dis toutes nos voies, la voie politique comme la voie culturelle, ne sont pas toutes fautes ; qu'elles sont à découvrir, et que les soins de cette découverte ne regardent que nous ? C'est assez dire que nous sommes convaincus que nos questions, ou si l'on veut la question coloniale, ne peut pas être traitée comme une partie d'un ensemble plus important, une partie sur laquelle d'autres pourront transiger ou passer tel compromis qu'il leur semblera juste de passer en regard à une situation générale qu'ils auront seuls à apprécier.

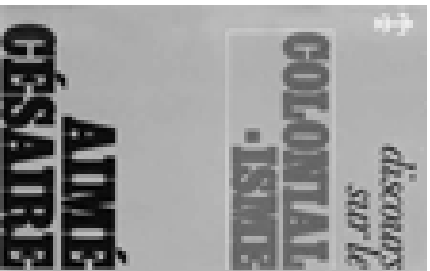
Il est clair que je fais allusion au vote du Parti Communiste Français sur l'Algérie, vote par lequel le parti accordait au gouvernement Guy Mollet l'accès les pleins pouvoirs pour sa politique en Afrique du Nord – éventualité dont nous n'avons aucune garantie qu'elle ne puisse se renouveler. En tout cas, il est constant que notre lutte, la lutte des peuples coloniaux contre le colonialisme, la lutte des peuples de couleur contre le racisme est beaucoup plus complexe – que dis-je, d'une tout autre nature que la lutte de l'ouvrier français contre le capitalisme français et ne saurait en aucune manière, être considérée comme une partie, un fragment de cette lutte.

Je me suis souvent posé la question de savoir si dans des sociétés comme les nôtres, rurales comme elles sont, les sociétés de paysanerie, où la classe ouvrière est infime et où par contre, les classes moyennes ont une importance politique sans rapport avec leur importance numérique réelle, les conditions politiques et sociales méritent dans le contexte actuel, une action efficace d'organisations communistes agissant isolément (à plus forte raison d'organisations communistes fédérées ou fédodées au parti communiste de la métropole) et si, au lieu de rejeter à priori et au nom d'une idéologie exclusive, des hommes pourraient honnêtes et franchement anticolonialistes. Il n'y avait pas lieu lieu de rechercher une forme d'organisation aussi large et souple que possible, une forme d'organisation susceptible de donner élan au plus grand nombre, plutôt qu'à coparvenir à un petit nombre [...]

L'impasse où nous sommes aujourd'hui aux Antilles, malgré nos succès électoraux, me paraît trancher la question : fuyez pour le plus large contre le plus étroit ; pour le mouvement qui nous met au corde à corde avec les autres et contre celui qui nous laisse entre nous ; pour celui qui rassemble les énergies contre celui qui les divise en chapelles, en sectes, en églises ; pour celui qui libère l'énergie créatrice des masses contre celui qui la canalise et finalement la stérilise. [...]

Et alors, comment dans notre pays, où le plus souvent, la division est artificielle, venue du dehors, brutalement elle est sur les divisions européennes abusivement transplantées dans nos politiques locales, comment ne serions-nous pas décidés à sacrifier tout, je dis tout le secondaire, pour retrouver l'essentiel ; cette unité, avec des frères, avec des camarades qui est le rempart de notre force et le gage de notre confiance en l'avenir.

D'ailleurs, ici, c'est la vie elle-même qui tranche. Voyez donc le grand souffle d'unité qui passe sur tous les pays noirs ! Voyez comme ça et là, se remaille le tissu rompu ! C'est que l'expérience, une expérience durement acquise, nous a enseigné qu'il n'y a à notre disposition qu'une arme, une seule efficace, une seule non ébranlée : l'arme de l'unité, l'arme du rassemblement anticolonialiste de toutes les



volontés, et que le temps de notre dispersion au gré du chantage des partis métropolitains est aussi le temps de notre faiblesse et de nos défaits.

Pour ma part, je crois que les peuples noirs sont riches d'énergie, de passion, qu'il ne leur manque ni vigueur, ni imagination mais que ces forces ne peuvent que s'étaler dans des organisations qui ne leur sont pas propres, faites pour eux, faites par eux et adaptées à des fins qu'eux seuls peuvent déterminer.

PATERNALISME ET FRATERNALISME

Ce n'est pas volonté de se battre seul et dédain de toute alliance. C'est volonté de ne pas confondre alliance et subordination. Solidarité et démission. Or c'est la très exactement de quoi nous menacent quelques uns des défaits très apparents que nous constatons chez les membres du Parti Communiste Français : leur assiduité, leur zèle, leur zélateurisme invétéré ; leur charvatrasme inconscient ; leur conviction passable-ment primaire – qu'ils partagent avec les bourgeois européens – de la supériorité omnilatérale de l'Occident ; leur croyance que l'évolution telle qu'elle s'est opérée en Europe est la seule possible ; la seule désirable ; qu'elle est celle par laquelle le monde entier devra passer ; pour tout dire, leur croyance rarement avouée, mais réelle, à la civilisation avec un grand C ; au progrès avec un grand P (démont leur hostile à ce qu'ils appellent avec dédain le «relativisme culturel», tous défaits qui bien entendu culminent dans la gent littéraire qui à propos de tout et de rien dogmatise au nom du parti) [...]

Inventons le mot : c'est du «fraternalisme». Car il s'agit bel et bien d'un frère, d'un grand frère qui, imbu de sa supériorité et sûr de son expérience, vous prend la main (d'une main hélas ! parfois nude) pour vous conduire sur la route où il sait se trouver la Raison et le Progrès.

Or c'est très exactement ce dont nous ne voulons pas. Ce dont nous ne voulons plus. Nous voulons que nos sociétés s'élevassent à un degré supérieur de développement, mais d'elles-mêmes, par croissance inter-

ne, par nécessité intérieure, par progrès organique, sans que rien d'extérieur vienne gêner cette croissance, ou l'hâler ou la compromettre.

Dans ces conditions on comprend que nous ne puissions donner à personne délégation pour penser pour nous ; que nous ne puissions désormais accepter que qui que ce soit, fût-ce le meilleur de nos amis, se porte fort pour nous. Si le but de toute politique progressive est de rendre un jour leur liberté aux peuples colonisés, au moins faut-il que l'action quotidienne des partis progressistes n'entre pas en contradiction avec la fin recherchée et ne détruise pas tous les jours les bases mêmes, les bases organisationnelles comme les bases psychologiques de cette future liberté, lesquelles se ramènent à un seul postulat : le droit à l'initiative.

Je crois en avoir assez dit pour faire comprendre que ce n'est ni le marxisme ni le communisme que je rejette, que c'est l'usage que certains ont fait du marxisme et du communisme que je rejette. Que ce que je veux, c'est que marxisme et communisme soient mis au service des peuples noirs, et non les peuples noirs au service du marxisme et du communisme. Que la doctrine et le mouvement soient faits pour les hommes, non les hommes pour la doctrine ou pour le mouvement. Et bien entendu cela n'est pas valable pour les seuls communistes. Et si j'étais chrétien ou musulman, je dirais la même chose. Qu'aucune doctrine ne vult que repousse par nous, que repousse pour nous, que convertie à nous. Cela a fait d'aller de soi. Et pourtant dans les faits cela ne va pas de soi. [...]

Mais je dis qu'il n'y aura jamais de variable d'ajustement, ou malgache, ou antillaise du communisme, parce que le communisme français trouve plus commode de nous imposer la sienne. Qu'il n'y aura, jamais de communisme africain, malgache ou antillais, parce que le Parti Communiste Français pense ses devoirs envers les peuples coloniaux en termes de magistrat à exercer, et que l'anti colonialisme même des communistes français porte encore les stigmates de ce colonialisme qu'il combat. Oh encore, ce qui revient au même, qu'il n'y aura pas de communisme propre à chacun des pays coloniaux qui dépendent de la France, tant que les bureaux de la rue Saint-Georges, les bureaux de la section coloniale du Parti Communiste Français, ce paraît pendant du Ministère de la rue Oudinot, persistent à penser à nos pays comme à terres de missions ou pays sous mandat. Pour revenir à notre propos, l'époque que nous vivons est sous le signe d'un double échec : l'un évident, depuis longtemps, celui du communisme. Mais aussi l'autre, celui, éphémère, de ce que pendant trop longtemps nous avons pris pour du socialisme ce qui n'était que du stalinisme. [...]

L'heure de nous-mêmes a sonné. Ici que l'on me permette de penser plus particulièrement à mon malheureux pays : la Martinique.

[...] Dans ces conditions, je vous prie de recevoir ma démission de membre du Parti Communiste Français.

Aimé Césaire
Paris, le 24 octobre 1956



Egypte

Comment peut-on comprendre la neutralité et la non-implication des Frères Musulmans dans les récentes grèves ouvrières en Egypte ?

Frères Musulmans et lutte des classes



D'abord, et depuis leur création dans les années 1920, les Frères Musulmans n'ont jamais été intéressés par les questions dites sociales et se situent à droite en matière de politique économique. Pour eux, les ouvriers représentent plus une matière à propagande religieuse que des sujets socio-politiques à part entière. Ils ont, par exemple, approuvé une loi récente sur les haux agricoles qui liquide la réforme agraire des années 1930 et permet aux propriétaires fonciers de récupérer leurs terres au détriment des paysans ; ils ne se sont jamais opposés aux politiques de privatisation du secteur public mis en œuvre par le gouvernement depuis plus de vingt ans, la seule réserve qu'ils avaient émise concernant la vente à des investisseurs étrangers... Les Frères Musulmans se sont donc toujours positionnés en matière économique dans le camp de l'économie capitaliste radicaute par quelque intervention sociale des pauvres pour alléger les malheurs des pauvres.

L'origine sociale des Frères Musulmans peut fournir une explication : issus des classes moyennes, comme leur fondateur Hassan Banna, les Frères Musulmans recrutaient traditionnellement et majoritairement des cadres moyens et des élites

des de l'enseignement supérieur.

Cependant, la société égyptienne a connu ces dernières années des transformations radicales qui ont mis en avant l'urgence de la question sociale. En effet, les politiques de privatisation, de restriction et de transformations économiques ont profondément déstabilisé la société égyptienne : effondrement des classes moyennes, paupérisation des ouvriers et paysans, accroissement du chômage et disparition des petits métiers qui permettaient la survie d'une impor-

tante partie des classes populaires. Plus récemment, une inflation record et la flambée des prix des produits alimentaires et des loyers ont déclenché des mouvements de protestation et de revendication qui ont rassemblé, au-delà des ouvriers et des artisans, de larges secteurs d'employés et de salariés (enseignants, médecins, journalistes, juges).

Les Frères Musulmans se sont trouvés impliqués dans un mouvement qui touchait désormais les classes moyennes. C'est ainsi que leur groupe parlementaire

a participé à des discussions concernant la politique sociale au sein de l'assemblée nationale pendant les années 2000-2005 et plus récemment à des débats houleux sur les privatisations du secteur public, les revendications sociales et salariales, la gestion des administrations locales, les complexes des organismes sociaux, la flambée des prix des matières de première nécessité. Signalons en outre qu'en 2006, les Frères Musulmans ont présenté pour la première fois de leur histoire des candidats aux élections syndicales ouvrières.

Pourtant, lors de la grève des ouvriers du textile de Al Mahallah al Koubra du 6 avril, les Frères Musulmans n'ont ni participé à la grève, ni dénoncé la féroce répression policière consécutive. Ils ont même choisi ce moment pour boycotter les élections municipales tandis que des centaines de leurs adhérents ont été (et sont toujours) détenus et n'en doutons pas, torturés.

Ainsi, les Frères Musulmans, qui pourraient jouer un rôle dans l'organisation des mouvements de classe et de masse actuels, vont-ils réussir à tromper, ou à trahir, leur base sociale désormais embourquée dans le même naufrage avec les classes les plus désaffectionnées de la société égyptienne.

Extrait, traduit par une lectrice et largement inspiré de l'article du quotidien Ibtisam Al-Allahar du 10 avril 2008

tion du sud-ouest tunisien et à se joindre aux rassemblements qu'il organise. Paris, le 6 juin 2008

Comité de soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gabsa
C/o FTCH, 3^{ème} rue de Nantes 75019 Paris
Courriel : bassinminier@btoutna.fr

LE POUVOIR REPRIME DANS LE SANG LA REVOLTE DU BASSIN MINIER

La répression du mouvement du bassin minier prend une tournure d'une extrême gravité. Depuis ce matin, on Redeyef, de violentes contributions ont lieu entre les manifestants et les forces de police. Un énorme dispositif policier a envahi la ville brant à balles réelles sur les jeunes et sacraçant maisons et boutiques.

Le bilan est très grave, Hafhaoui ben Khidja Belhannoui, jeune de 18 ans, a été mortellement touché par balles, on dénombre plusieurs autres blessés par balles.

En dominant l'ordre de tirer sur les manifestants pour tirer, le régime dictatorial de Ben Ali a décidé d'en découdre avec le mouvement du bassin minier de Gabsa. Il cherche à en finir, quel que soit le prix, avec ce mouvement social dont la principale revendication est le droit au travail et à des conditions de vie dignes.

Ce mouvement qui dure depuis le 3 janvier 2008 n'a cessé de s'amplifier et de s'étendre ces derniers jours aux villes et aux régions voisines du sud-ouest tunisien,



Ben Ali, un ami de Sartou...

Qui sème la faim récolte la tempête

Suite de la dernière page

En 2007, le remboursement de la dette extérieure a coûté 257 milliards de reais (94 milliards d'euros) tandis que le budget dédié à la réforme agraire était de 3,5 milliards de reais.

En choisissant de soutenir la production de carburant agricole (issus de la canne à sucre), le gouvernement brésilien ignore les priorités de la population. Il fait le choix du cours terme économique, touche sur un accès du Brésil au G20 sans permission de l'ONU (réserve actuellement aux grandes puissances sorties de la 2e guerre mondiale) et perpétue les inégalités en matière de accès à la terre dans un pays où les inégalités sociales sont criantes.

DES SOLUTIONS CONNUES

Face à la crise, les pays riches, responsables du mal développement des pays en crise, sont prêts à tout pour sauver le système. Après un tel recul des engagements financiers de la France pour l'aide au développement, allant à l'encontre des engagements pris dans les années 2000 face à l'ONU (0,2% du PIB des pays riches consacrés à l'aide au développement), le gouvernement français fait des annonces lapéageuses et d'alignement de l'aide alimentaire. Or on connaît l'inefficacité sur le long terme des aides d'urgence, ainsi que la façon dont elles participent à la fragilisation des agricultures locales.

Les solutions de moyen terme sont connues et il devient urgent de les mettre en œuvre.

Souveraineté et auto-suffisance alimentaire des pays du Sud, souveraineté, c'est-à-dire libre choix des populations sur l'orientation de leurs politiques agricoles, à l'encontre de l'ingérence commerciale des institutions financières internationales pour permettre d'assurer la production locale de denrées alimentaires en quantité et qualité suffisantes pour tous.

Agriculture durable et paysanne : privilégier une agriculture rémunératrice pour les paysans, et accessible aux populations des villes, produire et s'appuyant sur les savoirs locaux et renforçant les techniques peu coûteuses pour l'environnement.

Pour cela il faut permettre aux Etats des pays du Sud de mettre en œuvre de véritables politiques agricoles, à l'encontre des politiques actuelles de l'OMC, ne serait-ce que par la possibilité de défendre leurs productions locales face aux importations, soutenir le développement de leurs agricultures par des subventions publiques, une politique du soutien au monde rural en terme d'équipement, de constructions d'infrastructures hydrauliques et autres, la fourniture d'équipements, la promotion de coopératives, etc.

Une lectrice

Films à voir : *Bananas*, sur la dette et les institutions financières internationales ; *The Field* de *Horst*, pour comprendre les enjeux du commerce mondial des denrées alimentaires.
Consulter le site : www.kampanjainfo.org (mouvement international de paysans qui luttent contre les modèles du capitalisme)

Allemagne

LA CLASSE MOYENNE MENAGEE DE... DECLASSÉE

Depuis 2000, la classe moyenne outre-Rhin a fondé de quelque 5 millions de personnes. Pour la plupart, ces anciens «Allemands moyens» ont subi un déclassement. C'est la conclusion la plus frappante d'une étude publiée cette semaine par l'institut de conjoncture DIW, qui permet de mieux comprendre l'ampleur des grèves observées ces dernières semaines en Allemagne.

En l'espace de six ans seulement, la part des Allemands menacés de pauvreté (qui gagnent moins de 70 % du revenu médian) est passée de 18,9 % à 23,4 %. En cause : le chômage de masse du début de la décennie, l'allongement des périodes d'inactivité, la réforme du système d'indemnisation, et la progression – subtile – du travail temporaire. Alors que 64 % des actifs avaient encore en 2000 une activité à plein temps, ils n'étaient plus que 55 % en 2006. Les déclassements observés ces dernières années sont de moins en moins transitoires. Alors que 54 % seulement des Allemands qui étaient menacés de pauvreté en 1996 l'étaient encore en 2000, 66 % de ceux qui l'étaient en 2002 résistent dans une situation précaire en 2006. (...)

Selon le journal *les Echos* du 6 mars 2008

Cet article a été écrit par un de nos lecteurs, actuellement au Népal. Nous avons fait quelques modifications de forme, avec son accord, et ajouté des intertitres. Le comité de rédaction

La révolution népalaise obstacles et perspectives



La victoire claire du Parti communiste népalais maoïste (PCNm) ouvre une nouvelle ère pour le Népal. Les vieux partis, que sont le Congrès népalais (NC) et le Parti communiste népalais marxiste-léniniste unifié (TML), persistent tous deux être en tête et réévaluer le PCNm en troisième position. La défaite a agi comme un électrochoc. Cela s'illustre par la crise interne qu'ils subissent et par leurs déclarations sur la formation du nouveau gouvernement. Un nouvel acteur a également pris place sur la scène des partis représentatifs, le Maoïst Janadhakar Forum (Forum des droits du peuple maoïste-MJF). Il nous faut donc savoir quelles sont les positions de ces différentes forces sur les futurs développements politiques (notamment sur la formation du nouveau gouvernement) et quelles difficultés cela peut engendrer pour le PCNm. Il faut également comprendre comment le PCNm entend développer le pays et mener plus loin la révolution.

LES FORCES EN PRÉSENCE. Le PCNm obtient 220 sièges sur les 575 soumis au verdict populaire (soit 38,3%). Cela le place en tant que parti largement majoritaire. Le PCNm prend donc la tête du nouveau gouvernement. Bien que le mandat de cette élection soit de rédiger une nouvelle constitution, le peuple népalais a clairement exprimé par les urnes son désir de changement radical du paysage politique. Il est clair que le slogan électoral maoïste «Un nouveau leadership, de nouvelles idées, une nouvelle vision pour un nouveau Népal» a bel et bien été compris et soutenu par le peuple népalais. Il est cependant incertain qu'il ait été compris par les vieilles formations que sont l'UNML et le NC. Ces deux partis subissent actuellement une grave crise interne.

Concernant l'UNML, Madhav Kumar Nepal a donné sa démission suite à sa défaite dans les deux circonscriptions dans lesquelles il s'était présenté. Les organisations de jeunesse du Parti ont demandé que la direction soit limogée et remplacée par de nouveaux leaders élus sur une base mandataire. Malgré ce début d'inspection, nombre de cadres rejettent la faute sur l'immolation et la violence de la Ligue de jeunesse communiste maoïste. Chez le NC, c'est même la raison principale donnée par la direction. Cette recherche de causes extérieures, alors que toutes les organisations d'observation des élections les ont déclarés allés et justes, montre bien à quel point ces partis sont éligés des masses.

Le Congrès népalais, quant à lui, continue sa route en total décalage avec la réalité. Il défie les maoïstes de réunir deux tiers de l'Assemblée afin de diriger le gouvernement, et il revendique le poste de premier ministre. L'ambassadrice des USA, Nancy Powell, soutient fermement cette ligne. Ce mouvement du Congrès népalais avec le soutien des USA montre clairement le caractère anti-démocratique de ce parti. Il s'accroche même pas le résultat d'élections dont ils ont eux-mêmes fixé les règles ! En réagissant ainsi, le NC et les USA exposent eux-mêmes de quel côté ils se placent. Cela ne fait que les déconsidérer encore plus aux yeux de la population.

Que fait-il de plus aux maoïstes pour gagner le pouvoir d'État ? Après avoir développé leur force militaire jusqu'au sein de Kathmandu, après avoir permis la chute de la monarchie et la tenue d'élections d'une Assemblée constituante, et après avoir remporté la victoire de ces dernières, une opposition de cette envergure à leur arrivée au pouvoir de manière démocratique leur donne une légitimité absolue de lancer un nouveau mouvement populaire. Et il est clair que ce mouvement sera suivi par la population qui désire un réel changement.

AU NIVEAU INTERNATIONAL. A part les États-Unis qui devaient clairement leur jeu (encore qu'une grande déclaration officielle n'ait été faite), le reste des forces internationales a diplomatiquement bien accueilli la victoire des maoïstes. Même l'Inde se déclare prête à réviser les traités inégaux devant pour certains de presque 60 ans. La Chine a assuré qu'elle n'accepterait pas une invasion du Népal et qu'elle était prête à lui venir en aide rapidement le cas échéant. Mais il faut regarder ces développements plus profondément.

Alors que la Chine semble sincère dans sa collaboration avec le PCNm, l'Inde est plus mystérieuse. Il est reconnu que le MJF est appuyé par l'Inde. Le MJF est un facteur potentiel de désstabilisation car il peut mobiliser et déclencher un mouvement ethnique à visée séparatiste. Cette stratégie est certainement utilisée pour contourner une révolution, car en premier lieu elle divise les populations d'une même classe sociale. Pour l'Inde, l'intérêt est double, car si le Maoïst se sépare du Népal, il tombera naturellement entre ses griffes. Le NC et l'UNML sont également très proches de la classe dirigeante indienne. L'Inde peut donc se permettre d'être tactiquement flexible car ses intérêts sont représentés par des forces politiques internes. Si la situation se dégrade vraiment, alors le Népal pourra être isolé et maintenu sous pression par un blocus économique (ce que l'Inde a déjà fait).

Les USA soutiennent directement les forces royalistes et les plus réactionnaires au sein du NC, de l'UNML et certainement le MJF. En réalité, les USA soutiennent l'opposition quelle force capable de désstabiliser le PCNm. Grâce à l'arrivée au pouvoir du PCNm de manière légitime, les USA ne peuvent cependant pas attaquer trop ouvertement ce dernier. Pour l'instant, les maoïstes ont réussi à éviter les embûches politiques dressées sur leur chemin par ces différentes forces impérialistes et leurs laquais.

LE DÉFI INTERNE. Un autre problème se dressait devant le PCNm, ou pour être précis en son sein même. Depuis le processus de paix, de nombreux personnes ont rejoint le mouvement. Le Parti doit ainsi gérer l'afflux de nouveaux membres. Certains d'entre eux adhèrent à l'idéal révolutionnaire, d'autres le font par opportunisme.

La majorité des opportunistes appartiennent à la classe moyenne ou petite bourgeoisie. De par son caractère, cette classe a toujours oscillé entre révolution et contre-révolution. Le défi est de la mener vers la voie révolutionnaire. La

bourgeoisie nationale représente un autre défi. Cette classe revêt un caractère révolutionnaire quand il s'agit de renverser la féodalité car ce système entrave le développement capitaliste. Quand il s'agit de passer au socialisme, cette classe revêt un caractère contre-révolutionnaire. Le défi est donc de construire une alliance entre le prolétariat, le paysannerie, la classe petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale – le leadership devant être assumé par le prolétariat. Cela permet dans un premier temps de développer l'économie, principalement l'industrie, via une réforme agraire qui rallie l'ensemble de la petite et moyenne paysannerie à la révolution. La base économique capitaliste permet alors le développement du socialisme, phase de transition vers le communisme. Éclaircissons ce point qui sème la confusion chez les sympathisants et amis de la révolution népalaise. Il faut tout d'abord faire un point sur le contexte national et international dans lequel elle prend place.

UN PAYS AGRICOLE. L'économie népalaise est basée sur l'agriculture (80% de la popu-



Nos photos : Le peuple népalais fête la victoire maoïste aux élections

QUELQUES LEÇONS DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

«De la révolution nationale à la transition socialiste, tel est le titre de notre revue *La Cause du Communiste* n° 12 – numéro spécial révolution chinoise. En voici quelques axes, exposés dans les premières pages :

Une révolution démocratique n'est pas une révolution socialiste, mais dans la pré-

mière révolution, il faut déjà préparer la deuxième. En particulier, organiser politiquement les ouvriers et travailleurs, même peu nombreux, de manière indépendante, dans leur parti communiste.

Le développement des forces productives est caractéristique de la première révolution (réforme agraire, révolution industrielle), pas de la deuxième ; pour la révolution socialiste, c'est le changement des rapports de production.

La bourgeoisie nationale peut être une alliée dans la révolution démocratique,





USA

Elections

L'Élection du président aux États-Unis, tous les quatre ans, est l'occasion d'un grand spectacle médiatique qui tient le monde en haleine. Deux partis sont dans la course, mais comment ça fonctionne ? Comment est désigné le président des États-Unis ? Et qui représente-t-il ?

La démocratie du 'monde libre'

Il importe avant tout de noter qu'il n'y a pas que trois candidats (McCain chez les républicains, Clinton et Obama chez les démocrates), car des petits partis auront aussi leurs candidats, et des indépendants peuvent se présenter dans certains États. Il y avait dix-sept candidats en 2004, alors que les médias européens n'en ont dit que trois. Toutefois, ces petits candidats ne sont pas autorisés à se présenter sur tout le territoire.

COMMENT FONCTIONNE LE SÉNAT ? Un vrai casse-tête que l'immense majorité des citoyens ne comprend pas. Alexander Hamilton, le principal père de la Constitution, a imaginé un système pour empêcher toute forme de souveraineté populaire : le fédéralisme. Il s'agissait de créer une classe dirigeante oligarchique nationale qui se substitue à l'aristocratie britannique. Hamilton a pensé le système non de bas en haut, mais de haut en bas.

QUO DÉTIENT LE POUVOIR POLITIQUE DANS CES ÉTATS ? EST-CE QU'IL Y A UN VRAI CHOIX DÉMOCRATIQUE ? Chaque État dispose de ses propres lois. D'une manière générale, ces lois visent à limiter la possibilité de créer un parti politique et de présenter des candidats aux diverses élections. Dans la plupart des scrutins locaux, il est interdit de se présenter sans l'investiture d'un parti et il est impossible en pratique de créer un nouveau parti. Au final, la vie politique a été confiée par les responsables des deux grands partis au niveau de chaque État. Il est impossible de pouvoir jouer un rôle si l'on n'est pas au préalable coopté par ces gens là.

Les États fédérés désignent des grands électeurs, dont le nombre est fixé en fonction de leur population. Ce sont ces grands électeurs qui élisent le président des États-Unis, pas les citoyens. En fait les États-Unis ne sont pas et n'ont jamais été un État démocratique. Il est particulièrement comique alors d'entendre Bush donner des leçons de «démocratie» au monde entier.

ELECTEURS ET GRANDS ÉLECTEURS SONT-ILS LES MEMES ? Aux États-Unis, le mot «électeur» s'applique qu'aux grands électeurs. Ainsi, le président des États-Unis est élu par un «College électoral» de 538 membres. Chaque État dispose d'un ou de grands électeurs qu'il a le siège de parlementaires (députés et sénateurs) au Congrès. Chaque État choisit ses propres règles pour désigner ses grands électeurs. Aujourd'hui, tous les États consistent que les grands électeurs représentent la majorité de leur population. Dans le cas où les grands électeurs ne participeraient pas à désigner une majorité et que l'on aurait deux candidats ex-æquo, c'est la Chambre des représentants qui élirait le président et le Sénat qui élirait le vice-président.

LES PRIMAIRES ACTUELLES PERMETTENT-ELLES AUX ÉLECTEURS DE CHOISIR LES CANDIDATS ? Les primaires et des conventions ont deux objectifs. En interne, elles permettent

de voter le puits de «l'opinion publique». En externe, elles donnent au reste du monde l'illusion que le pouvoir est élu démocratiquement. On croit souvent que les primaires permettent d'éviter les combats d'échafaud et de laisser les militants de base des grands partis choisir leur candidat. Pas du tout. Les primaires ne sont pas organisées par les partis politiques, mais par l'État local ! Elles sont conçues pour garantir le contrôle oligarchique du système et bannir la route aux candidatures dissidentes.

Chaque État a ses propres règles pour désigner ses délégués aux Conventions fédérales des partis. Chaque primaire, dans chaque État, a donc un sens différent. Et puis il y a des États qui n'ont pas de primaires, mais des «caucuses» (rassemblements de militants politiques locaux d'un parti pour choisir les délégués). Ces systèmes existent que dans une douzaine d'états.

ON PARLE AUSSI DE «SUPER DÉLÉGUÉS»...

Traditionnellement, le titre des primaires (et caucus) commence en février et dure six mois, mais cette année le parti démocrate a modifié son calendrier. Il a avancé le début et voulu regrouper les dates pour faire entrer le spectacle presque une année complète. À la fin, les délégués se retrouvent à la Convention de leur parti. Ils y sont répartis par les «super-délégués» qui, contrairement à ce que leur dénomination laisse croire, ne sont délégués par personne. Ce sont des membres de l'État, c'est-à-dire des nobles bourgeois et de hauts fonctionnaires. Les super-délégués représentent la grande bourgeoisie et sont suffisamment nombreux pour faire pencher la balance dans un sens ou l'autre, en passant outre, si nécessaire, au résultat des primaires et caucus. Ils sont environ 20% à la convention démocrate et presque 25% à la convention républicaine.

À QUOI SERVENT LES PRIMAIRES ET LES CAUCUS PAR ÉTAT ? Ils ne servent à rien pour ce qui concerne la désignation des candidats. Par contre, ce grand show permet de réduire l'engagement politique des citoyens nord-américains à presque zéro, et de donner le pouvoir «démocratiquement» à des représentants de la bourgeoisie. Les grands médias nous tiennent en haleine en comptabilisant les délégués et les dons. On parle désormais de «la course à la Maison-Blanche» et de records, comme s'il s'agissait d'un téléthon ou de la Star Academy.

On invente un suspens pour capter l'attention des foules et manipuler le plus grand nombre de fois possible un message politique qui est celui des partis dominants, et qui bien souvent se ressemble sur le fond. Avez-vous observé le nombre de fois où les grands médias nous ont annoncé que ce résultat serait décisif ? Mais à chaque fois, un résultat inexplicable permet au candidat en difficulté de rebondir pour que le show continue. C'est un spectacle diffusé en continu pour masquer le caractère parfaitement anti-populaire de ces élections présidentielles.

bourgeoise nationale est essentielle au processus car c'est elle qui définit le capital (argent et moyens de production) nécessaire au développement de l'industrie, base du socialisme.

Sans cela, le Népal restera dans le cercle infernal de dépendance de ses importations et les premiers à en souffrir seront les exploités et opprimés. C'est pourquoi le Népal a besoin de passer par une phase capitaliste de 2 à 5 ans, comme la Chine de Mao a dû le faire après 1949. Une des particularités de cette phase est qu'elle prépare le développement du socialisme et non la continuité du capitalisme. Ainsi, il ne s'agit pas d'un développement d'un capitalisme pur, mais d'un développement d'un capitalisme sous contrôle et le développement en parallèle du socialisme – notamment au travers des coopératives.

LA RÉVOLUTION EST POSSIBLE ! Le PCN-m fait donc face à de grands défis pour mener la révolution au prochain stade. Le parti est toujours déterminé à aller de l'avant et à bâtir le socialisme au Népal. Les maofistes népalais se tournent vers l'international, afin d'y puiser un soutien contre l'impérialisme qui domine la planète et réduit à l'état de pauvreté extrême des millions d'autres humains. L'objectif final des maofistes népalais, comme celui des exploités et opprimés du monde entier, est la fin de ce système de pillage au nom du profit, soi-disant indéfectible. Ils veulent une société égalitaire, sans classes sociales, dans laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme sera abolie. Ces hommes et femmes qui ont osé se lever et se rebeller nous prouvent, après dix longues années de lutte armée, que le «changement» est possible. Oui, la révolution est possible. Mais sans haine, sans organisations, sans idéologie, sans sacrifices, sans pouvoir, elle ne restera qu'une chimère, un doux rêve inaccessible.

majorité opprimée ? Les forces politiques internes et externes qui ont leur intérêt au statu quo ne vont assurément pas laisser les mains libres aux maofistes lorsqu'il s'agira de restructuring l'État et notamment d'innover l'armée populaire de libération, ce qui impliquera une démocratisation de l'armée népalaise – en d'autres termes, la fin de la structure féodale de l'armée, et de ses généraux et autres officiers, représentants de l'ancien régime. La redistribution des terres, un point important du programme maofiste, rencontrera également une grande opposition de la part des propriétaires terriens.

LE POUVOIR DÉTENT LA GRANDE QUESTION qui se pose alors est celle du pouvoir d'État. Elle est fondamentale lorsque l'on parle de Révolution.

L'arrivée au pouvoir par les armes inverse-t-elle tout : l'aspect positif aurait alors été que la transformation de l'État pour servir les franges les plus opprimées de la population aurait été plus facile, mais l'aspect négatif aurait alors été qu'immédiatement le PCN-m n'aurait aucune légitimité. La conservation du pouvoir aurait alors été très difficile et soumise à d'étranges sacrifices de la part de la population. La question du pouvoir d'État dans le cas du Népal se pose donc ainsi : Comment le PCN-m va-t-il pouvoir restituer l'État de l'inducteur afin d'en faire un outil au service de la

l'ation en dépend pour survivre). Et grand bien même, le pays n'aurait pas à l'auto-suffisance alimentaire. C'est dire si les forces de production sont faibles au Népal : l'industrie est quasi inexistante. De surcroît, le Népal importe 3 fois plus qu'il n'exporte et est donc largement dépendant du marché international. L'économie nationale est au bord de la faillite.

Le système capitaliste mondial est à son plus haut stade : l'impérialisme. La globalisation a permis au capitalisme de pénétrer jusque dans les endroits les plus reculés. Aucun pays ne peut être coupé du reste du monde. Or, à l'heure actuelle, il n'existe pas de bloc socialiste, ni de système d'échange international possible.

C'est dans ces conditions que le Népal doit retraverser son économie et industrialiser le pays. La première phase est ainsi, selon le PCN-m, un capitalisme sous contrôle. Les investissements étrangers seront permis mais soumis à des règles. Seront privilégiés des partenariats public-privé. Mais surtout, priorité sera donnée au développement de l'agriculture via une révolution agraire. La terre sera distribuée selon le slogan «la terre à celui/ce/elle qui la cultive», et le développement de coopératives fortement encouragé.

Comme la démontre Mao Zedong, le passage au socialisme par un pays semi-colonial (dans lequel il existe une classe particulière qui agit au niveau national au service des grandes puissances internationales pour leur faciliter l'exploitation du pays) et semi-féodal (le capitalisme est dans sa phase initiale de développement mais le système féodal de grands propriétaires terriens doit perdurer. Les paysans sont toujours en place) doit passer par une phase de transition qui s'appelle l'étape de «nouvelle démocratie». Cette étape se définit par l'absence de classe entre la paysannerie, le prolétariat et la bourgeoisie nationale, sous la direction du prolétariat. L'inclusion de la

TOUTE L'ACTUALITÉ SUR
<http://nouveaunepal.over-blog.com>

Nous vous invitons à lire ici le point de vue d'une lectrice sur les causes fondamentales qui poussent à la famine des populations de plus en plus nombreuses. Toutefois, il ne faudrait pas oublier que la lutte pour l'indépendance alimentaire,

comme celle pour l'indépendance nationale en général, peut être récupérée par une bourgeoisie locale à son seul profit, et qui brade finalement les richesses du pays dans la mesure où elle en accapare une partie en tant que valeur des impéria-

tes. Autrement dit, la lutte anti-impérialiste sera révolutionnaire ou elle ne sera pas. Elle passe par la lutte des exploités contre tous les profiteurs. Et par l'alliance des paysans avec les ouvriers et tous les travailleurs. Le comité de rédaction

Qui sème la faim récolte la tempête

In'y a pas de fatalité de la faim. La production alimentaire mondiale est suffisante pour nourrir toute la planète. Le volume des principales denrées alimentaires (riz, blé, sucre, lait, pomme de terre, viande) est même en augmentation constante selon la FAO ! Pourtant aujourd'hui, sur 7,5 milliards d'hommes et de femmes : 2,5 milliards sont atteints de malnutrition, de problèmes liés à l'accès inégal aux denrées alimentaires. Le problème n'est pas nouveau. Ce qui réveille les médias, inquiète les gouvernements, ce sont les émeutes de la faim de ces dernières semaines (Haïti, Sénégal) qui mettent en danger «l'équilibre mondial».

mentaires augmentent subitement, l'inflation devient insupportable, le peuple est dans la rue et tous semblent découvrir les conséquences d'une économie politique qui n'a, pourtant rien de nouveau. Les causes les plus fréquemment invoquées par les politiques et les économistes pour justifier la crise actuelle sont la hausse démographique mondiale, une mauvaise récolte de blé en Australie, la spéculation boursière sur les matières premières, l'utlisation des terres cultivables au profit des agrocarburants. En réalité, c'est tout le système économique mondial, le capitalisme, son organisation par les pays riches et leur contrôle sur les échanges mondiaux qui est en cause.



exploitants sont actuellement favorisés face aux plus petits ; hors Union Européenne, les surplus de productions sont étonnés à des prix dérisoires toute concurrence locale : ce que l'on appelle le dumping. L'Afrique voit ainsi ses marchés envahis de productions européennes à très bas prix, importations auxquelles elle ne peut s'opposer et qui ont pour conséquence la destruction de la paysannerie locale qui vend ses produits plus cher que les produits importés ; ainsi que la création de nouveaux besoins liés à l'apparition de nouvelles habitudes alimentaires et par là même de nouvelles dépendances aux importations.

AGROBUSINESS CONTRE AGRICULTURE FAMILIALE. LES POLITIQUES DES GOUVERNEMENTS DU SUD.

Le poids des grandes puissances économiques sur les politiques du Sud est indéniable. On ne peut cependant ignorer la responsabilité des gouvernements du Sud. Ainsi le Brésil, nouvel élève modèle du FMI après l'Argentine... Ainsi le Brésil rembourse, grâce à des exportations agricoles en hausse, sa dette au FMI (soleillement renboursée début 2006) et progressivement auprès de ses autres créanciers (Club de Rome, Banque Mondiale...). Quel est l'impact de cette politique pour la population ? Lula, président du Brésil à son deuxième mandat, déclarait récemment :

«Ne me dites pas pour l'amour de Dieu, que la nourriture est chère et cause du décès! La nourriture est chère parce que le monde n'était pas préparé à voir des millions de Chinois, d'Indiens d'Afriqueans, de Brésiliens et de Latins-Indiens dans les gens.» (Le Monde, le 17 avril 2008).

Par cette déclaration, Lula justifie ainsi la politique agricole du Brésil qui augmente

LES RACINES DU MAL-DÉVELOPPEMENT

LA MONOCULTURE D'EXPORTATION : HÉRITAGE COLONIAL.

Aujourd'hui encore les agricultures des pays du Sud portent l'héritage de la colonisation : de grandes plantations de culture expansive (utilisation de beaucoup d'espace agricole et d'une main d'œuvre locale sous-payée) dont les récoltes sont avant tout destinées à la consommation des pays riches. On peut citer pour exemples le thé et le riz en Inde, le café, la canne à sucre (Brésil) en Amérique Latine, le cacao (Côte d'Ivoire) et l'arachide (Sénégal) en Afrique. Cette agriculture s'est développée au détriment des cultures vivrières, celles qui permettent de nourrir les agriculteurs et les communautés locales. Ces denrées sont formées de légumineuses, de céréales non exportables (qui n'intéressent pas les consommateurs des pays riches) comme le mil, de tubercules comme le manioc.

LIBÉRALISATION DES AGRICULTURES AU SUD.

Dans les années 1980, c'est la crise de la dette des pays pauvres. Les exportations agricoles pesaient peu face aux importations de produits manufacturés. Le FMI a imposé des Plans d'ajustement Structurels. L'aide au développement accordée aux pays du Tiers Monde, comme on les appelait alors, était conditionnée à la libéralisation de leur économie et au démantèlement de toute structure étatique de régulation du marché (disparition des caisses de stabilisation des prix agricoles permettant d'assurer un prix plancher à celui des producteurs).

Dans le même temps, les pays riches développaient leur agriculture grâce à une

PARTISAN SUR LE NET →

vp-partisan.org

PARTISAN CONTACT →

contact@vp-partisan.org
Voie Proletarienne - Bp 48 - 93802 Epinay-sur-Seine cedex

Sommaire 220

ÉTAIT LA LUTTE DES TRAVAILLEURS SANS-PAIERS, UN ENJEU ESSENTIEL...

SANS PAIERS LES QUESTIONS D'UNE LUTTE - IMMIGRATION POLITIQUE FRANÇAISE (3)

LYCÉENS... ON SE POLITISE ... ET SALARIÉS ON SE LAISSE PAS IMPRESSIONNER !

FEMMES ACTUALITÉ DU COMBAT

INÉGALITÉS CHÔMEURS ET GRANDS PATRONS

MAI 68 VIOLENCES DE L'ÉVALY - OUEST-DE QUI A MANQUÉ - TOUVE LA SOCIÉTÉ...

NPA QUEL PROGRAMME ? - DÉBAT À MARSEILLE

SPORT BOYCOTT DES JO

AINÉ CÉSARINE LETTRE À MAURICE THOREZ

TUNISIE RÉPRESSION SAMCLANTE À GAFSA - ÉGYPTÉ FRÈRES MUSULMANS

NEPAL OBSTACLES ET PENSÉES DE LA RÉVOLUTION

Parution du numéro 221 en septembre. Envoyez vos articles avant le 31 août

CLASSES ET LUTTE DE CLASSE DANS LES PAYS DOMINÉS

Dans la plupart des pays dominés, la masse des exploités est formée de travailleurs ruraux. Mais ce n'est pas une masse homogène. Certains sont des paysans sans terre, soumis à l'exploitation des propriétaires fonciers semi-féodaux. D'autres sont des ouvriers agricoles travaillant sur de grandes exploitations à caractère capitaliste. Dans ces pays, la question de la terre, de la réforme agraire, est donc une question centrale de la lutte des classes et de la révolution.

Une masse énorme de paysans est classée de la terre. Certains émigrent vers les villes où ils survivent de petits boulots ; les autres vers l'étranger où, dans leur grande majorité, ils s'intègrent au prolétariat. L'accroissement de la misère provoque inévitablement la multiplication des soulèvements populaires, des émeutes de la faim ou autres. Succèdent ainsi une foule de révoltes locales contre les régimes en place et dans leurs valeurs impérialistes.

Dans le cadre de la division internationale du travail, le développement industriel capitaliste conduit à la création, au niveau mondial, d'une classe ouvrière politique, de plus en plus nombreuse et active politiquement. Brésil, Corée du Sud, Algérie... on sent des exemples significatifs. Dans ces pays, la révolution socialiste est à l'ordre du jour.

Extrait de la Plate-forme de VP-Partisan (châtier 1, n° 222)

FAO : organisation des Nations Unies pour l'alimentation ; La population mondiale vi désormais à plus de 6,96, en ville. Les modes de vie entraînent aussi une incivilité de l'école mal.